

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 04 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°117 ■

## PROJET DE CENTRALES SOLAIRES DE 2000 MW

# 10 000 emplois directs à la clé

La mise en branle du projet de 15 centrales solaires de 2000 MW (2 GW) permettra d'assurer 10 000 emplois directs et autant d'autres indirects qui impacteront positivement sur l'économie locale. C'est ce qu'a affirmé chez nos confrères de la radio nationale, le Directeur General du cluster Energies renouvelables, Boukhalfa Yaïci.

P 3



## Chronique Eco

**Les Banques Centrales ont-elles encore un rôle à jouer ?**

P 16

### COMMERCE

**Rencontre d'évaluation avec tous les cadres du secteur**

L'heure est à l'évaluation. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé à Alger, l'organisation d'une rencontre d'évaluation du secteur du commerce avec tous les cadres centraux et locaux en vue de s'enquérir des réalisations et des mesures à prendre pour remédier aux lacunes enregistrées.

P2

### AUGMENTATION DES RECETTES DE LA FISCALITÉ ORDINAIRE

**Les orientations du ministre des Finances**

Le ministre des Finances, Laziz Faïd a affirmé, mardi à Alger, que la fiscalité ordinaire devrait couvrir les dépenses salariales à court terme et les dépenses de fonctionnement à moyen terme, insistant sur l'accélération de la numérisation du secteur.

P 4

### LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE L'A ANNONCÉ

**L'importation de la viande rouge maintenue**

Le ministre de l'Agriculture M. Abdelhafid Henni, a assuré que les opérations d'importation de viandes rouges (animaux vivants et viandes fraîches) vont se poursuivre jusqu'à la stabilisation du marché, avec une moyenne d'un bateau par mois. Ces viandes sont proposées au consommateur à 1200 DA/kg, indique-t-il.

P 5

À cause des craintes de récession mondiale  
**Le pétrole poursuit sa baisse**

P3

Salon Batimatec 2023  
**900 exposants attendus à la 25ème édition**

P5

Revalorisation des allocations et pensions de retraite  
**Incidence financière de près de 52 milliards de DA par an**

P 5

COOPÉRATION

**Une délégation parlementaire allemande en visite en Algérie**

Une délégation parlementaire allemande conduite par le président du groupe parlementaire du parti de l'Union chrétienne sociale (CSU), Kreuzer Thomas, a entamé une visite de quatre jours en Algérie, a indiqué un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

A son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, la délégation allemande a été accueillie par le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté de l'APN, Salim Merah.

Lors de cette visite, la délégation allemande aura "des entretiens avec le président de la Commission des affaires étrangères et des représentants des groupes parlementaires et rencontrera "un nombre de responsables et de ministres", conclut le communiqué.

SONATRACH

**Opération de sélection des candidats à des postes d'emploi à Illizi**

Le groupe Sonatrach a annoncé une opération de sélection des candidats à des postes d'emploi à Illizi, en collaboration avec l'Agence de l'emploi de la wilaya, et ce dans le cadre de la mise en œuvre du plan de recrutement de l'exercice 2023, a indiqué jeudi un communiqué de la compagnie pétrolière.

Cette opération vise "à répondre aux besoins en matière d'emploi de la compagnie pétrolière au niveau de ses installations de production dans la région, qui comptent 199 postes vacants", ajoute le communiqué.

L'opération de sélection et de classement est prévue au Centre de formation professionnelle d'In Amenas, du 27 avril au 1er mai 2023, précise le communiqué. "Sonatrach réaffirme son engagement à garantir le principe de transparence dans les opérations de recrutement et œuvre à assurer l'égalité des chances dans tous les concours d'emploi qu'elle organise pour attirer des compétences qualifiées", souligne la même source.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

**35 morts et 2153 blessés en une semaine**

Trente-cinq (35) personnes sont mortes et 2153 autres ont été blessées dans 1734 accidents de la circulation survenus entre le 23 et 29 avril dernier à travers le territoire national, indique mercredi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Bou Arreridj où 3 personnes sont décédées et 78 autres ont été blessées suite à 49 accidents de la circulation, précise la même source.

Par ailleurs, 1891 interventions ont été effectuées par les éléments de la Protection civile pour procéder à l'extinction de 1365 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger, Blida et Oran.

En outre, 5524 interventions ont été effectuées par les secours de la Protection civile pour le sauvetage de 307 personnes en situation de danger.

COMMERCE

**Rencontre d'évaluation avec tous les cadres du secteur**

*L'heure est à l'évaluation. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé à Alger, l'organisation d'une rencontre d'évaluation du secteur du commerce avec tous les cadres centraux et locaux en vue de s'enquérir des réalisations et des mesures à prendre pour remédier aux lacunes enregistrées.*

Par Slimane T

**L**e ministre a affirmé que cette rencontre qui sera prochainement tenu constituera «une véritable réunion d'évaluation objective». Dans une déclaration à l'APS en marge de sa réunion avec le président de l'Assemblée nationale de la République du Zimbabwe, Jacob Mwendanda, le ministre a fait savoir que «de grands pas ont été franchis en matière de commerce intérieur et extérieur et d'approvisionnement du marché», ce qui permettra à cette rencontre de mettre en évidence «plusieurs réalités en vue de valoriser les points positifs».

Evoquant le mois de Ramadhan écoulée, M. Zitouni a affirmé qu'un «bond qualitatif a été enregistré en matière de disponibilité de produits qui faisaient l'objet de spéculation avant le Ramadhan», saluant les décisions «fermes» du Président de la République pour une bonne préparation du mois sacré notamment la disponibilité des produits de large consommation.

NUMÉRISATION DU SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Lancement de 6 nouvelles plateformes**

**L**e ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a présidé, avant-hier mardi à Alger, le lancement de six plateformes numériques, portant ainsi à 35 le nombre total de plateformes initiées par le ministère. S'exprimant à cette occasion, M. Baddari a expliqué que le lancement de ces nouvelles plateformes intervenait dans le cadre de la poursuite de la numérisation du secteur, et ce au titre du programme 42+4 plateformes électroniques.

Ces nouvelles plateformes comprennent "la plateforme du guichet unique électronique qui permettra de fournir des services à près d'un quart de millions d'employés du secteur, ce qui est de nature à concrétiser le principe d'efficacité et d'efficience dans la gestion administrative, en sus d'une autre plateforme dédiée à la documentation et à la certification des documents de scolarité de tous les diplômés depuis l'indépendance", a-t-il ajouté.

Il s'agit aussi, poursuit le ministre, de la "plateforme du portefeuille électronique qui vient

renforcer la démarche de certification électronique adoptée par le ministère pour atteindre l'objectif «zéro papier».

M. Baddari a cité également la plateforme dédiée à la publication des recherches scientifiques dans le domaine médical, première du genre au niveau national, la plateforme dédiée à la gestion des incubateurs universitaires (84 incubateurs), et une autre plateforme consacrée au quitus.

R.E.

ALGÉRIE-ITALIE

**Examen des moyens de coopération dans le domaine des travaux publics**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a reçu l'ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese avec lequel il a examiné les domaines de coopération et de partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre tenue, mardi au siège du ministère, les deux parties ont évoqué "les relations entre l'Algérie et

l'Italie et les domaines de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine des travaux publics et des infrastructures de base", ajoute le communiqué.

Les deux parties ont passé en revue "plusieurs questions d'intérêt commun, ainsi que les opportunités de partenariat et les moyens de renforcer les liens de coopération et de les développer", soulignant "l'import-

tance de poursuivre les efforts pour promouvoir les relations bilatérales unissant les deux pays".

Les deux responsables ont évoqué plusieurs projets importants en cours de réalisation, ainsi que la participation des entreprises italiennes à la réalisation des nouveaux programmes que le secteur compte lancer, selon la même source.

R.E.

HADJ 2023

**La BNA reconduit son crédit destiné aux pèlerins**

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a reconduit cette année, la commercialisation de son crédit destiné aux pèlerins et conforme aux préceptes de la Charia islamique, a-t-elle indiqué mardi dans un communiqué.

Basé sur le principe de "Kardh hassan, ce produit baptisé "Essabil" s'adresse "aux détenteurs d'un passeport Hadj, à leurs conjoints, à un de leurs descendants ou ascendants directs", précise la banque, ajoutant que "le montant du financement peut atteindre 450.000 DA avec une durée de remboursement étalée sur 24 mois dont 03 mois de différé, sans aucune marge bénéficiaire".

L'année dernière, la BNA était la première banque à avoir commercialisé ce type de financement, rappelle-t-on dans le communiqué.

Afin d'accompagner les Hadjis à préparer leur pèlerinage, la banque assure avoir mobilisé le personnel de son réseau dédié à l'activité de finance islamique, composé de soixante-huit (68) guichets et huit (08) agences, répartis sur tout le territoire national, à l'effet de recevoir les demandes de financements des pèlerins et les traiter dans des délais les plus réduits.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

**Siège social**  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

**Siège de la rédaction**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

## PROJET DE CENTRALES SOLAIRES DE 2000 MW 10 000 postes à la clé

La mise en branle du projet de 15 centrales solaires de 2000 MW (2 GW), permettra d'assurer 10 000 emplois directs et autant d'autres indirects qui impacteront positivement sur l'économie locale. C'est ce qu'a affirmé chez nos confrères de la radio nationale, le Directeur General du cluster Energies renouvelables, Boukhalfa Yaïci.

Par Reda Hadi

Si le lancement de cette première tranche de travaux permettra de créer des emplois, certains soulignent que c'est un pas décisif dans la réalisation de la transition énergétique dans notre pays. Selon les données de la Banque Mondiale, les réserves du pays sont estimées à 169 Tw pour l'énergie solaire et à 25 Tw pour l'éolienne. Selon le premier responsable du cluster, cet investissement d'une valeur de 2 milliards de dollars va profiter également aux entreprises nationales, et rappelle l'obligation d'atteindre le taux d'intégration fixé par les pouvoirs publics, grâce « aux composants disponibles localement à l'instar des panneaux solaires, des câbles et aussi les services qui pourront être assurés par des entreprises algériennes ».

A juste titre, il faut rappeler aussi que la réussite de la transition énergétique est la conséquence de l'engagement du gouvernement et du président de la République à développer ce secteur prometteur. « Nous avons tenu des réunions avec le ministre de l'énergie et le président directeur général de la Sonelgaz, qui nous ont rassuré sur la volonté du président de la République à mettre en œuvre la stratégie de développement des énergies renouvelables », a-t-il indiqué.

Consciente des enjeux à venir l'Algérie entend avancer résolument vers la concrétisation d'une transition énergétique progressive. Possédant un potentiel énorme en la matière, notre pays a fait sien la concrétisation d'une transition

énergétique progressive et responsable, à travers l'adoption d'un mix énergétique qui préserve les ressources naturelles pour les générations futures. Cela disent des économistes passe l'adoption d'un mix énergétique diversifié prenant en considération toutes les énergies disponibles, les moins coûteuses et les plus propres tout en bénéficiant des acquis de l'amélioration de la capacité énergétique et en œuvrant à la maîtrise de la consommation de l'énergie pour préserver les ressources naturelles aux générations futures.

La transition énergétique n'est pas vain mot, puisque depuis les années 90, l'Algérie a œuvré, à travers la société Sonelgaz à l'intégration des énergies renouvelables, et ce en approvisionnant 20 villages en énergie solaire dans le Sud, avec la création de 22 centrales photovoltaïques d'une puissance globale de 344 MWc et le lancement de projets hybrides avec un programme de 50 MWc.

Dans ce contexte, il faut se souvenir de l'entrée en service des premières centrales photovoltaïques, en 2021 et 2022, et le reste des centrales seront mises en service au cours de l'année 2023.

Dans cette optique la société Sonelgaz œuvre à la réalisation de tous les programmes, d'une puissance globale estimée à 15.000 MWc, avec une cadence accélérée, à travers plus de 40 wilayas du territoire national, avant la fin de la décennie actuelle selon des sources de cette société.

Des observateurs font souligner surtout qu'il ne peut y avoir de transition énergétique sans une consolidation de l'effica-

cité et de la sobriété énergétiques. Et ceci, tout en préservant les ressources, à travers un programme multisectoriel qui vise à intégrer les mesures de l'efficacité énergétique dans les secteurs de la construction, des transports et de l'industrie et en encourageant une industrie locale en vue de la fabrication de lampes LED, des chauffe-bains fonctionnant à l'énergie solaire et des isolants thermiques, entre autres.

L'Algérie avance donc à pas soutenus vers sa transition énergétique, car voulant, malgré des progrès, résorber un retard en ce domaine, en comparaison de ses voisins immédiats. D'ailleurs, pour sa transition énergétique, l'Algérie mise aussi sur l'hydrogène vert. Ce secteur figure parmi les objectifs de l'Algérie, et ce par l'adoption par le gouvernement, l'année dernière, d'une feuille de route pour développer cette nouvelle filière énergétique, à même de permettre à l'Algérie d'être un acteur régional en la matière et d'ériger l'hydrogène en un facteur stratégique de transition. En conclusion, la transition énergétique constitue aujourd'hui un axe stratégique pour l'Algérie, pour atteindre un taux de 30% d'énergies renouvelables d'ici 2035, et ce dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat de 2015. L'Algérie s'est fixée pour objectif de réduire l'émission des gaz à effet de serre de 7% à l'horizon 2030, avec la possibilité de le porter à 22%, si elle obtient un soutien financier international.

### ALGÉRIE-UE

## Clôture du Programme "Taka nadifa"

Les travaux du Programme de l'Union européenne (UE), d'appui au secteur des énergies renouvelables (ENR), principalement électriques, et de l'efficacité énergétique en Algérie "Taka nadifa" a été clôturé mardi à Alger.

Lors du séminaire de clôture de ce Programme, tenu au Centre international des conférences (CIC) en présence de plus de 200 participants parmi les principales parties prenantes en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a mis en exergue l'importance de ce projet réalisé ces quatre dernières années, relevant que ses acquis permettront de contribuer au développement des deux domaines.

Dans une allocution lue en son nom par le Secrétaire général du ministère, Abdelkrim Aouissi, le ministre de l'Énergie a estimé que le programme "Taka nadifa" se clôture avec un bilan "plus que satisfaisant et des résultats concrets et scientifiques qui témoignent de son succès", affirmant "l'impératif de veiller à valoriser et pérenniser ses réalisations".

Le nombre important d'organismes et d'entreprises ayant pris part à la mise en œuvre du programme en lui conférant une dimension plus grande, reflète l'importance de cette initiative dont le bilan "positif" encourage la poursuite de la coopération "fructueuse" entre l'Algérie et l'UE dans le domaine des énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne leur intégration au réseau électrique national et leur exportation à travers les réseaux

d'interconnexion internationale. Evoquant les domaines de coopération qu'"il importe d'approfondir", le ministre a cité la réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) dans les industries énergétiques.

Il a mis l'accent, à cet égard, sur les efforts consentis par l'Algérie pour diversifier son mix énergétique à travers l'accélération du déploiement des énergies nouvelles et renouvelables et la préservation de ses grandes ressources en hydrocarbures.

Le ministre a également souligné l'importance de créer la synergie nécessaire pour concrétiser des partenariats mutuellement bénéfiques dans le secteur de l'Énergie et des Mines, des partenariats qui fournissent de nombreuses opportunités d'investissement durable à l'instar du développement des infrastructures énergétiques et des énergies renouvelables, en plus du secteur de l'hydrogène, de l'intégration industrielle nationale, de l'efficacité énergétique et la réduction des émissions des GES.

De son côté, le ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Fazia Dahleb a mis en avant dans une allocution prononcée en son nom par la Secrétaire générale (SG) du ministère, Nadia Chenouf, l'engagement entier de l'Algérie à poursuivre sa participation active au niveau international, en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les effets néfastes du changement du climat dans le cadre du développement durable, et ce à travers la mise au point des systèmes décentralisés de production d'électricité et de la

chaleur à partir de ressources renouvelables, notamment l'énergie thermique terrestre et la récupération de l'énergie à partir des déchets.

Pour le ministre, l'appui de l'Union européenne (UE) en matière d'énergies renouvelables, notamment l'assistance et l'accompagnement technique, est nécessaire pour la réussite de sa stratégie de développement des énergies renouvelables à moyen et à long termes. Elle a souligné que la concrétisation de cet objectif nécessitait une définition précise, à l'avenir, des projets innovants bénéfiques à toutes les parties, tout en veillant à la mise en place de mécanismes permettant de financer ces projets en adoptant des règles pratiques conformément aux systèmes en vigueur. Mme Dahleb a mis en avant la nécessité de consolider cette assistance technique, en vue de développer les sources d'énergie renouvelable, à travers le transfert de l'expertise et de la technologie et l'édification des capacités nationales, à l'effet de faire face aux défis de l'énergie et de la transformation écologique.

Le sous-directeur chargé du partenariat avec l'UE au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Saïd Meziane, a valorisé, pour sa part, les résultats concrétisés par le programme tout au long des quatre années et qui devront assurer "un saut" en matière de développement des énergies renouvelables en Algérie.

A son tour, l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Thomas Eckert,

a fait part de la disposition de l'UE à développer la coopération avec le secteur de l'Énergie et des Mines, en renforçant son soutien au développement des énergies renouvelables en Algérie et l'amélioration de l'efficacité énergétique pour développer une industrie énergétique à croissance durable.

Doté d'un budget de 11 millions d'euros, dont 10 millions d'euros au titre de la contribution de l'UE et 1 million d'euros au titre de la contribution de l'Algérie, Taka Nadifa a couvert une période de 4 ans (avril 2019- avril 2023).

Le programme vise à soutenir l'Algérie dans l'élaboration de dispositifs institutionnels et réglementaires favorables au déploiement des énergies renouvelables et à la promotion de l'efficacité énergétique, notamment à travers l'acquisition d'une vision claire des niveaux de puissances de parcs éoliens et solaires qu'il est possible d'intégrer dans le système électrique algérien.

L'appui du programme en ce qui concerne les énergies renouvelables se traduit à travers le renforcement des capacités techniques et de gestion des institutions nationales en matière d'intégration des parcs éoliens et solaires de grande puissance dans le réseau interconnecté et de développement de la production distribuée d'électricité de petite puissance à partir d'ER et de projets de cogénération. Le programme a permis de diagnostiquer et de proposer des recommandations concernant la mise en place des marques sur les appareils électroménagers économes.

R.E.

### À CAUSE DES CRAINTES DE RÉCESSION MONDIALE

## Le pétrole poursuit sa baisse

Les cours du pétrole reculaient à nouveau mercredi à cause des craintes de récession mondiale et sur le secteur bancaire américain, le WTI glissant brièvement sous la barre des 70 dollars pour la première fois depuis les coupes de l'Opep+. Vers 09H10 GMT (11H10 à Paris), le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, abandonnait 2,27%, à 70,03 dollars, peu après avoir glissé sous la barre des 70 dollars, une première depuis fin mars. Son équivalent européen, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, perdait 2,08%, à 73,75 dollars.

Depuis la clôture de vendredi, le Brent a perdu environ 7,5% et le WTI a dévissé de plus de 9%. « Les inquiétudes concernant le secteur bancaire américain ont refait surface à la suite de la deuxième plus grande faillite bancaire aux États-Unis depuis la crise de 2008 », explique Stephen Brennock, analyste de PVM Energy. Les autorités et acteurs du secteur bancaire espéraient que le rachat de First Republic par JPMorgan lundi sonnerait, au moins temporairement, la fin des remous dans le monde de la finance mais les banques régionales restaient sous pression à Wall Street. « Les actions des banques régionales ont été mises à mal en raison des craintes de contagion », ajoute l'analyste. « Dans le même temps, une nouvelle hausse des taux d'intérêt se profile à l'horizon », rappelle Stephen Brennock. Le marché s'attend en effet à ce que la Réserve fédérale américaine (Fed) procède à une hausse d'un quart de point de pourcentage mercredi à l'issue de sa réunion de politique monétaire, pour contrer l'inflation. Une politique monétaire plus stricte pourrait peser sur la première économie mondiale en renchérissant le coût du crédit pour les ménages et pour les entreprises. De quoi accentuer les risques de récession, et donc de baisse de la demande de pétrole.

« S'il existe un actif mondial dont on peut dire qu'il est particulièrement sensible aux craintes de récession, c'est bien le pétrole », affirme Jameel Ahmad, analyste chez CompareBroker.io. Des signaux négatifs sur la croissance économique de la Chine ajoutent aux appréhensions générales sur la conjoncture mondiale, soulignent les analystes d'Energi Danmark. L'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI) en Chine, reflet de la santé du monde industriel, s'est en effet contracté en avril, selon des données officielles publiées dimanche.

Les deux références mondiales du brut ont ainsi largement perdu leurs gains liés aux réductions volontaires de production de certains membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+). Ces coupes, annoncées début avril, et effectives dès mai jusqu'à la fin de l'année 2023, avaient été interprétées par de nombreux analystes comme une volonté de l'alliance de défendre un baril de Brent au-dessus des 80 dollars.

R.E.

## LA DIRECTRICE DES INCUBATEURS L'A ANNONCÉ « 150 startups ont obtenu un financement »

La directrice des Incubateurs au ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Nassima Arhab, a révélé que 150 startups ont obtenu un financement, et sont en train d'apporter une valeur marchande ajoutée. Intervenant sur les ondes de la radio nationale, la locutrice a indiqué que le comité national de labellisation des «startups», des «projets innovants» et des «incubateurs» a enregistré, depuis sa création en 2020, environ cinq mille demandes de labellisation marque dont 1400 ont été accordées.

« Un chiffre appelé à être revu à la hausse » précise-t-elle. Sur les 1400 entreprises, 150 établissements ont bénéficié d'un financement. « Une preuve que la sélection est très rigoureuse, et soumise à des critères liés à l'innovation et à l'approche économique de chaque établissement » souligne-t-elle.

Concernant les entreprises n'ayant pas bénéficiées de financement, elles « sont orientées vers les incubateurs, dont le nombre est passé de 14, avant la création du ministère, à 94 incubateurs publics et privés agréés », ajoute la même responsable.

Dans son intervention, Nassima Arhab indique que la stratégie nationale d'innovation ouverte (Open innovation) pour accompagner les grandes entreprises ainsi que les startups, pour favoriser les synergies, ainsi que pour développer l'industrie des contenus qui s'est développé dans l'espace de l'économie numérique a permis « l'apport de solutions innovantes dans plusieurs secteurs, notamment dans la finance, l'assurance et l'énergie ».

Il y a « des expériences très réussies d'entreprises émergentes qui travaillent actuellement à apporter des solutions innovantes dans le domaine de l'énergie au point que certains opérateurs économiques du secteur renoncent progressivement à l'importation de certaines technologies » assure-t-elle.

Sur un autre registre, Nassimla Arhab a révélé que le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises a lancé une enquête approfondie auprès des entrepreneurs et des innovateurs dans le domaine des drones, au vu de leur rôle important dans la lutte contre les incendies de forêt.

L'objectif est de créer une connexion entre ces start-ups et les directions et institutions nationales concernées. « Notre objectif est de permettre aux incubateurs de jouer un rôle efficace et d'offrir aux opérateurs des solutions innovantes », conclut-elle.

Synthèse R E.

## AUGMENTATION DES RECETTES DE LA FISCALITÉ ORDINAIRE Les orientations du ministre des Finances

Le ministre des Finances, Laziz Faïd a affirmé, mardi à Alger, que la fiscalité ordinaire devrait couvrir les dépenses salariales à court terme et les dépenses de fonctionnement à moyen terme, insistant sur l'accélération de la numérisation du secteur.

Par R E.

« Il est inconcevable de continuer sur cette voie où la fiscalité ordinaire n'est pas en mesure de couvrir les salaires des fonctionnaires », a-t-il précisé, lors d'une visite d'inspection aux services extérieurs des Directions générales des impôts (DGI) et du Domaine national (DGDN).

Dans ce cadre, il a estimé qu'il faut consentir de gros efforts pour remédier à cette situation à court terme et parvenir, à moyen terme, à couvrir les dépenses de fonctionnement.

Rappelant « la tendance haussière des dépenses enregistrée ces dernières années, l'objectif étant l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires », M. Faïd a indiqué que la hausse des dépenses à 1200 mds DA entre 2020-2024 implique « l'optimisation du recouvrement fiscal ». Dans ce sillage, le ministre a affirmé avoir ordonné à la directrice générale des impôts de faire de cette année, « celle de l'impôt sur la fortune », soulignant que « l'évasion et la fraude fiscales sont devenues un phénomène national à combattre ».

Au niveau de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) relevant de la DGI, le ministre des Finances s'est enquis des résultats obtenus depuis le lancement du processus de numérisation, notamment

des services de télé-déclaration et du paiement.

A ce propos, le ministre a révélé que cette direction représentait près de 80% des recettes fiscales y compris la fiscalité pétrolière et 60% de la fiscalité ordinaire, mettant l'accent sur la nécessité de mobiliser les ressources de la fiscalité ordinaire, car « le budget de l'Etat en a besoin ».

Au niveau du Centre des impôts de la commune de Bab Ezzouar, deuxième étape de sa visite, M. Faïd a souligné l'importance d'assurer les prestations « rapidement et efficacement » et d'accélérer la réalisation des projets de réforme et de modernisation des services fiscaux pour « atteindre les plus hauts niveaux de qualité et d'efficacité dans la prestation des services fiscaux ».

Il a aussi appelé à revoir le contrôle fiscal à travers l'activation des équipes de contrôle sur le terrain. Il ne faut pas se contenter du travail administratif si on veut lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, a-t-il dit.

Le ministre des Finances a ensuite inspecté la Direction régionale du domaine national à Alger et la Direction du cadastre et de la conservation foncière dans l'est de la wilaya d'Alger, où il s'est enquis de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de dématérialisation des prestations, notamment via la plateforme "El Akar".

M. Faïd a fait observer qu'il restait seule-

ment cinq (5) mois sur le délai de six (6) mois fixé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la numérisation du Domaine national, des Impôts et des Douanes, d'où la nécessité de « redoubler d'efforts pour concrétiser le programme de numérisation ».

A cet égard, le ministre a souligné l'impératif de permettre aux citoyens à travers toutes les wilayas de retirer les documents fonciers dans « les meilleurs délais possibles », jusqu'à l'achèvement du processus de numérisation, qui vise à « améliorer la gestion du Domaine national » et à « conférer davantage de transparent aux opérations foncières ».

Le ministre a, par ailleurs, indiqué avoir signé, lundi, une charte de déontologie visant à améliorer les performances des fonctionnaires du secteur, ajoutant que « le travail est en cours pour élaborer des contrats définissant des objectifs professionnels pour chaque responsable et fonctionnaire, à l'aune desquels seront évaluées leurs performances ». Il a, dans ce contexte, mis l'accent sur leur formation.

Le ministre a également rappelé la décision prise il y a quelques jours relative à l'ouverture des candidatures aux postes supérieurs au niveau des services du ministère, dans un souci de « transparence dans les nominations ».

### DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

## La Cosob lancera un plan stratégique 2023-2027

Le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob), Youcef Bouzenada, a annoncé le lancement d'un plan stratégique durant l'année en cours avec pour objectif d'accompagner la dynamique positive des réformes visant à diversifier l'économie nationale.

S'exprimant, lundi à Riyad (Arabie Saoudite), à l'occasion de sa participation aux travaux de la 17e rencontre annuelle de l'Union des autorités arabes des valeurs mobilières, M. Bouzenada a annoncé qu'il lancera un plan stratégique « très ambitieux » de la COSOB pour la période 2023-2027 afin d'accompagner la dynamique positive des réformes qui vise à diversifier l'économie nationale et stimuler le secteur privé, a-t-il indiqué mardi un communiqué de la COSOB.

A ce propos, M. Bouzenada a mis en avant le rôle de la commission qui va s'articuler autour d'une stratégie proposant des solutions de financement alternatives et des initiatives concrètes à même d'accroître les performances du marché financier algérien et à fournir des mécanismes compatibles avec les exigences des opérateurs économiques.

Lors de cette rencontre régionale, le président de la COSOB a passé en revue les derniers développements de la politique économique en Algérie et les travaux menés par la Commission en 2022, ainsi que les projets envisagés au cours de l'année 2023.

Dans ce contexte, il a mis en exergue les axes de réformes les plus importants que l'économie algérienne connaît depuis trois ans et qui ont concerné de nombreux secteurs vitaux dans le

cadre d'un effort remarquable du gouvernement pour atteindre la relance économique promise par le Président de la République dans son programme et ses 54 engagements.

Il a évoqué en particulier la réforme des finances publiques et la promulgation d'une nouvelle loi qui régleme et stimule l'investissement, ainsi que la réforme du système bancaire par l'élaboration d'une nouvelle loi monétaire et bancaire flexible et ouverte et soutenant la transformation technologique ainsi que la mise en place d'un écosystème dédié au développement des startups.

« Ces réformes auront sans aucun doute un impact positif sur le marché financier à court et moyen termes, car elles conduiront à la création d'un tissu économique efficace et cohérent qui s'appuiera sur des instruments de

financement alternatifs au financement bancaire », a-t-il encore indiqué.

Au terme de son intervention, M. Bouzenada a souligné la nécessité de soutenir toutes les initiatives qui contribuent au renforcement de la coopération et l'intégration entre les marchés financiers arabes dans le cadre de la concertation permanente.

« Le but est de parvenir à un maximum d'harmonie et de compatibilité, en plus d'une meilleure application des normes et pratiques internationales », a-t-il conclu.

Créée en 2007, l'Union des Autorités arabes des valeurs mobilières est une organisation à but non lucratif, composée de 16 pays dont l'Algérie qui est un membre fondateur.

R E.

R E.

### CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

## Le ministre de la Communication se recueille à la mémoire des martyrs de la profession

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, s'est recueilli, mercredi à la Place de la liberté de la presse à Alger, à la mémoire des martyrs de la profession, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse en présence des autorités locales et des représentants de la famille de la presse.

M. Bouslimani qui était accompagné du wali d'Alger, Abdennour Rabhi et de la présidente de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Nadjia Djilali, a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative comportant les noms des disparus de la scène médiatique, morts dans les moments les plus sombres qu'a vécus le pays, avant de lire la Fatiha à leur mémoire.

En marge de cette cérémonie de recueille-

ment, le ministre a félicité la famille de la presse à l'occasion de cette journée, lui souhaitant davantage de progrès et de prospérité. Il a affirmé, à ce propos, que « l'Etat, sous la conduite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier au développement et à la promotion de la presse nationale ».

A cet égard, le ministre a tenu à rappeler que la loi organique relatif à l'information renforce les droits des journalistes. Aussi, a-t-il tenu à dénoncer certaines pratiques encore en vigueur.

« De nombreux journalistes n'ont pas de contrat de travail ni couverture sociale » a-t-il relevé, soulignant que « la loi oblige les éditeurs à assurer une couverture sociale aux journalistes ». Abordant l'activité des médias

étrangers en Algérie, le ministre a révélé l'existence de « 60 médias étrangers activant en Algérie » ajoutant que « l'article 22 de la Loi relatif à l'information est clair concernant les journalistes exerçant en Algérie pour le compte d'un média étranger. Il doit détenir préalablement une accréditation ».

D'autre part, le ministre de la Communication a affirmé que son département reçoit « quotidiennement des demandes d'accréditation, et nous les étudions. Les accréditations sont prêtes. Cela n'affecte pas la liberté de la presse ». Dans cette optique, le ministre a indiqué que « l'accréditation est obtenue dans les 30 jours qui suivent la demande ».

R N.

## LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE L'A ANNONCÉ

**L'importation de la viande rouge maintenue**

Le ministre de l'Agriculture M. Abdelhafid Henni, a assuré que les opérations d'importation de viandes rouges (animaux vivants et viandes fraîches) vont se poursuivre jusqu'à la stabilisation du marché, avec une moyenne d'un bateau par mois. Ces viandes sont proposées au consommateur à 1200 DA/kg, indique-t-il.

Par Sirine R

Le même responsable a affirmé, dans ce sens, que le réseau de distributeurs sera élargi et de nouveaux points de vente des viandes rouges seront ouverts à travers plusieurs wilayas du pays. Pas moins de 670 points de ventes ont été ouverts pendant le mois de ramadhan et 76 autres ouvertes par l'ONAB. L'objectif des pouvoirs publics est parvenir à l'ouverture de 1000 points de vente à travers le pays. En outre, le ministre a annoncé des mesures pour l'organisation de la filière en interne et le rétablissement de la convention triangulaire regroupant les éleveurs, les abattoirs et les producteurs d'aliments de bétail. Le ministre a fait savoir que les services de son département travaillent actuellement pour la création d'un établissement public, qui sera chargé de réguler les prix en collaboration avec d'autres départements ministériels. S'agissant de la stratégie adoptée pour son département pour le développement agricole, le ministre a rappelé qu'une vision à l'horizon 2025, 2030 et 2035 est désor-

mais élaborée, en indiquant que la sécurité alimentaire de notre pays passe par le développement de l'agriculture saharienne.

Tous les efforts seront concentrés pour le développement de cette agriculture, à travers l'augmentation des superficies réservées à la céréaliculture, qui sont de l'ordre de 174 000 ha actuellement. «Si nous arrivons à atteindre un million d'hectare dans le Sud du pays et avec des rendements entre 70 à 90 quintaux/ha, notre sécurité alimentaire sera assurée», indique-t-il, en relevant que les ressources en eau sont disponibles dans le Sud. Ceci dit, l'Algérie se dirige résolument vers l'exploitation de la nappe phréatique, dont les réserves sont estimées entre 30 000 à 40 000 milliards m<sup>3</sup>, soit une durée d'exploitation de 3000 ans. La démarche du gouvernement est bien étudiée, du fait que les régions du Nord font face à une rareté sans précédente des pluies et les superficies des céréalicultures irriguées ne dépassent pas les 110 000 ha ! Alors les 2 millions autres hectares réservés à cette culture stratégique sont à la merci des pluies. Cette

année, des professionnels l'ont décrété comme catastrophique et les rendements par hectare seront en chute libre (entre 5 à 10 quintaux/ha).

C'est pour cela, que les pouvoirs publics ont lancé de vastes opérations d'aménagements de terrains agricoles dans le Grand Sud. Une superficie de 234 000 est déjà aménagée et proposée via une plateforme numérique à l'investissement, le ministre a fait savoir que 200 000 ha autres est en cours de finalisation et possibilité d'ajouter une autre superficie 200 000 ha d'ici fin d'année. En tous, il y aura quelque 600 000 ha de superficies à exploiter dans les cultures stratégiques (blé, maïs, tourne sol, betteraves sucrières...). La particularité de l'agriculture saharienne, dira le ministre, c'est la possibilité de faire de deux récoltes dans une même saison.

S'agissant de l'opération d'assainissement du foncier agricole, le ministre a fait état de 70 000 ha de terres attribuées et non exploitées. Des démarches sont en cours par l'office national des terres agricoles (ONTA) pour la redistribution à d'autres personnes.

## SALON BATIMATEC 2023

**900 exposants attendus à la 25<sup>ème</sup> édition**

Pas moins de 900 exposants nationaux et internationaux prendront part à la 25<sup>ème</sup> édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2023) qui se tiendra du 7 au 11 mai courant, au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, selon les organisateurs.

"Le salon Batimatec 2023, événement phare du secteur du bâtiment et des travaux publics réunira cette année 900 exposants, dont 550 exposants nationaux et 350 exposants internationaux, originaires de vingt pays étrangers", a précisé dans un communiqué la société Batimatec-expo qui organise ce salon avec la Société algérienne des foires et exporta-

tions (Safex).

Placé sous l'égide ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, le salon réunira toutes les branches du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, a ajouté la même source, relevant que "ce salon est le rendez vous consacré des professionnels nationaux et étrangers qui pourront profiter d'une belle opportunité pour mettre en avant leur savoir faire, leurs nouveaux produits et procédés, et nouer de nouvelles relations d'affaires".

Dans le cadre de cette 25<sup>ème</sup> édition, les organisateurs prévoient l'organisation de plusieurs activités de vulgarisation et de débats autour du secteur clé du bâtiment.

Le programme d'animations,

prévu à la salle des conférences Ali Maâchi et à la salle de la direction générale de la Safex, s'articulera autour de diverses thématiques assurées par des experts du domaine et encadré par un panel constitué d'experts du ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la ville, a fait savoir le communiqué. Il s'agit de conférences qui aborderont notamment des thèmes liés à la "plate-forme de gestion post-catastrophe DIMA", "l'efficacité énergétique dans le bâtiment" et "l'entreprise face au défi de l'exportation".

En marge de ces conférences, il est prévu également la tenue de la 12<sup>ème</sup> édition du concours des jeunes architectes "La charrette d'Or", ouverte pour les étudiants et

jeunes architectes, dont la thématique est intitulée: "The Gainfulbox, Exploration des avantages économiques de l'architecture hors sites préfabriqué en série". Ce concours permettra de sélectionner de trois projets finalistes qui seront couronnés par la remise des trophées et médailles aux lauréats, a-t-on indiqué dans le communiqué tout en précisant que le salon est ouvert aux visiteurs de 11h00 à 18h00.

L'édition 2022 avait drainé la participation de 750 exposants dont 500 sociétés nationales et 250 sociétés étrangères originaires de 15 pays déployés sur une superficie avoisinant les 22.000m<sup>2</sup>, a-t-on par ailleurs rappelé de même source.

R E.

## REVALORISATION DES ALLOCATIONS ET PENSIONS DE RETRAITE

**Incidence financière de près de 52 milliards de DA par an**

Le Directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Djaafar Abdelli a affirmé, hier mercredi à Alger, que la revalorisation annuelle des allocations et pensions de retraite sera appliquée avec un taux oscillant entre de 3 et 5 %, avec une incidence financière de près de 52 milliards de DA par an.

Supervisant les travaux d'une rencontre d'évaluation des réalisations de la CNR en 2022 au niveau local et central, M. Abdelli a tenu à saluer la décision de la dernière réunion du Conseil des ministres, du 30 avril 2023, relative à la revalorisation annuelle des allocations et pensions de retraite avec un taux allant de 3 à 5 %, soit une incidence financière annuelle de près de 52 milliards de DA, affirmant que le verse-

ment des pensions revalorisées interviendrait à partir du mois de juin avec effet rétroactif à compter du mois de mai 2023. L'opération concernera plus de 3.400.000 bénéficiaires de ces augmentations, a-t-il ajouté.

Ces décisions, poursuit M. Abdelli, "réaffirment encore une fois le maintien du caractère social de l'Etat consacré par la Constitution de 2020, visant à améliorer le niveau de vie des citoyens en général et des retraités en particulier".

Pour mieux prendre en charge cette catégorie, la CNR s'emploie à "s'acquitter pleinement de ses missions à travers le développement des mécanismes de gestion en vue de hisser le niveau des prestations". Ainsi, le DG de la CNR a mis en avant

l'importance de développer des modes de gestion avec des moyens "flexibles et efficaces" pour mieux prendre en charge les retraités et les ayants-droit, notamment en ce qui concerne l'épuration des dossiers la réduction des délais de leur traitement, "tout en répondant aux besoins de cette catégorie dans le cadre de l'amélioration du service public".

La CNR a adopté "une nouvelle stratégie pour renouveler les documents" à travers la mise en place "d'une série d'applications et de solutions numériques dont l'application électronique qui permet aux retraités de bénéficier de prestations à distance pour leur éviter les déplacements notamment les plus âgés et les malades".

## CONCOURS « ÉLU PRODUIT DE L'ANNÉE ALGÉRIE 2023 »

**Hayat DHC Algérie remporte cinq prix prestigieux**

L'entreprise Hayat DHC Algérie, filiale de Hayat, spécialisée dans les produits détergents et produits d'hygiène féminine et bébé, a remporté cinq prix prestigieux dans différentes catégories et segments du concours «Élu Produit de l'Année Algérie 2023». La remise des trophées a eu lieu lors de la cérémonie annuelle de ce concours, tenue hier mardi à l'hôtel Sheraton d'Alger, en présence de tous les lauréats. Les produits récompensés sont ceux de la marque «Bingo», dans la catégorie détergent est «Élu Produit de l'Année Algérie 2023» dans 3 segments représentant 50% du volume marché. Bingo a de ce fait été «Élu Produit de l'Année Algérie 2023» dans les catégories lessive poudre machine, lessive liquide machine et liquide vaisselle.

Aussi, la marque de détergents «Test» «Élu Produit de l'Année Algérie 2023» dans le segment lessive poudre main et multi usages et qui représente 34% du volume marché. Une récompense des efforts fournis par Hayat DHC Algérie en terme d'innovation et de refonte d'image de la marque en janvier dernier. Enfin, la marque «Molfix», forte de sa notoriété et leader du marché dans la catégorie couche bébé, «Élu Produit de l'Année Algérie 2023» dans le segment couche bébé scratch.

M. Wahid Benbarkat, Directeur Marketing de Hayat DHC Algérie a reçu les cinq prix avec une grande fierté et honneur. « Ces distinctions viennent récompenser nos efforts et ceux d'une équipe soudée, jeune et engagée à donner le meilleur aux consommateurs Algériens. » a-t-il déclaré.

Il a tenu à remercier, à cette occasion, les consommateurs algériens pour leur confiance envers les produits Hayat. « Nous sommes ravis et honorés de remporter ces prix car ils représentent l'évaluation du consommateur algérien », a-t-il indiqué. « Ces distinctions témoignent de l'engagement de notre entreprise à fournir des produits de haute qualité et de grande efficacité à nos consommateurs. Et nous sommes fiers de continuer à innover et à offrir les meilleurs produits aux foyers algériens. » a-t-il ajouté.

La victoire dans ces cinq catégories renforce la confiance des consommateurs Algériens dans les produits de Hayat DHC Algérie et affirme sa position de leader dans le domaine des produits d'entretien et d'hygiène pour bébé en Algérie. Le Prix «Élu Produit de l'Année Algérie» est une compétition prestigieuse basée sur le vote d'un échantillon représentatif de la population algérienne de plus de 3000 personnes réparties sur les 12 principales wilayas ainsi que d'un panel de foyers testeurs. Les gagnants sont sélectionnés par des consommateurs algériens à travers un processus de vote minutieux. Les marques primées sont récompensées pour leur distinction en matière d'innovation, de qualité et de satisfaction des consommateurs Algériens.

R E.

## GUELMA

**Plus de 346.000 utilisateurs du système de paiement électronique de transport urbain et suburbain**

Le nombre d'utilisateurs du système de paiement électronique de transport urbain et suburbain de Guelma a atteint les 346.472 voyageurs depuis l'entrée en service de ce système à ce jour, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de l'Entreprise des transports.

"Le nombre important des utilisateurs du système de paiement électronique, entré en service le 6 novembre 2022 lors de l'utilisation des bus du transport public, est réparti entre les services de l'application intelligente +Tanakoli+ (mon déplacement) via les téléphones portables et la carte intelligente Tanakoli", a précisé à l'APS Fateh Hamidi, en marge d'une cérémonie organisée en l'honneur des travailleurs de l'entreprise, implantée dans la zone d'activités de la commune Belkheir, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale du travail (1er mai de chaque année).

Les utilisateurs du système électronique auprès de l'entreprise sont répartis sur un total de 313.484 voyageurs détenteurs de la carte intelligente "Tanakoli" contre 32.988 voyageurs utilisateurs de l'application intelligente "Tanakoli", a précisé le directeur de l'entreprise publique du transport urbain et suburbain, indiquant que "l'évolution rapide enregistrée en matière d'utilisation de ce système reflète l'ambition des utilisateurs des bus de transport public à exploiter les moyens modernes et les mécanismes rapides et électroniques leur facilitant les déplacements au quotidien".

Le nombre des utilisateurs du système de paiement électronique parmi les usagers des bus de transport public représente actuellement environ 15% du nombre global des clients de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain à travers les cinq lignes qu'elle assure, a ajouté le même responsable, précisant que ces lignes relient le boulevard Souidani Boudjemaâ du centre-ville de Guelma à la cité des Frères Rahabi au chef-lieu de wilaya et les communes de Héliopolis, d'El Fedjoudj, de Belkheir et de Boumahra Ahmed.

Selon Fateh Hamidi, ce système électronique vise à faciliter le déplacement des usagers et leur éviter de faire les transactions en espèces, car il suffit juste de charger leurs cartes ou comptes sur le téléphone portable, ajoutant que le client via son téléphone personnel peut suivre le parcours des bus et les heures d'arrivée à la station ou dans les arrêts proches. Le premier et deuxième meilleurs usagers parmi les utilisateurs du système électronique sélectionnés sur la base du nombre de fois de chargement de la carte et de l'application intelligente ont été honorés à cette occasion en plus d'un nombre de travailleurs de l'entreprise en présence de représentants de la Direction des transports, des élus locaux et des cadres de la société d'assurance CASH liée à l'entreprise par une convention cadre multi-domaines.

## ALIMENTATION EN EAU POTABLE À EL KALA

**Une station de pompage entre en service**

*La wilaya d'El-Oued s'est vue accorder d'importants projets logistiques susceptibles d'en faire le fer de lance de l'exportation vers les marchés africains et ce, dans le cadre du programme des pouvoirs publics portant promotion de l'exportation depuis les wilayas du Sud du pays.*

Une station de pompage d'eau potable a été mise en service à la fin de la semaine passée dans la région de Bordj Ali Bey, située dans la commune d'El Kala, relevant de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris avant-hier, auprès de la Direction des Ressources en Eau (DRE). Destiné à renforcer l'approvisionnement en eau potable de la commune d'El Kala en prévision de l'été, le projet de création d'une station de pompage d'eau potable dans la région de Bordj Ali Bey a mobilisé une enveloppe financière de 500 millions de dinars, a précisé le directeur du secteur, Abdenacer Mokhneche. Selon le même

responsable, la station a été mise en service après le changement des pompes des forages, permettant de multiplier les quantités d'eau distribuées en vue de répondre aux besoins des citoyens, des hôtels et des centres de vacances de cette ville côtière. D'importants investissements ont été engagés dernièrement pour améliorer l'approvisionnement des divers quartiers de la commune d'El Kala, alimentés actuellement à partir du champ de captage de Bourdim et du barrage Mexa de la commune de Cheffia, selon le même cadre. Celui-ci a fait état, ainsi, de la rénovation des canalisations de transport et de distribution de cette commune touristique. Un

programme spécial de distribution de l'eau potable a été arrêté pour cet été avec le lancement d'une vaste opération de réparation et lutte contre les fuites d'eau à travers les 24 communes de la wilaya, parallèlement aux actions d'entretien et de requalification des équipements dont les stations de pompage et de traitement et les châteaux d'eau pour prévenir les risques d'apparition de maladies à transmission hydrique, a ajouté le même responsable. Il a été également procédé à la mobilisation de camions-citernes et d'équipes techniques pour intervenir en cas de panne et assurer la continuité du service d'eau, est-il noté.

## CONSTANTINE

**De la Fibre optique à perte de vue !**

Dans une déclaration devant la presse hier, le chargé de la communication d'Algérie Télécom, a affirmé que la direction de la wilaya de Constantine a la ferme intention de doter toutes les zones de la wilaya du réseau moderne de la fibre optique. Le réseau de toute la wilaya de Constantine sera équipé en FTTH (de l'anglais : Fiber to the Home, ce qui signifie « Fibre optique jusqu'au domicile »), soit en fibre optique, a souligné notre interlocuteur, en indiquant que les travaux entrepris dans les grands pôles urbains sont maintenant terminés et que les nouveaux pôles sont tous programmés pour cette année au nombre des sites appelés à

bénéficier de la fibre optique. « Les anciens sites seront modernisés au fur et à mesure, à l'instar du plateau de Zouaghi qui vient d'être terminé. Nous avons commencé à le faire pour la ville d'El Khroub, où quelques quartiers ont déjà été mis en service », a assuré ce responsable, en faisant noter que le programme d'Algérie Télécom de Constantine pour cette année est très ambitieux. Il devrait porter, selon lui, sur l'installation de 100.000 lignes dotées de la fibre optique, un chiffre qui inclut les nouveaux et les anciens sites à moderniser, à savoir l'installation de 40.000 à El Khroub et 40.000 à travers les autres communes de la wilaya. S'étalant sur le programme de l'année en

cours, M. Boudraâ a parlé des zones isolées, qui seront, elles aussi, dotées de la fibre optique. Il a signalé, notamment, l'installation il y a peu de temps, d'une antenne basée sur la technique du réseau de téléphonie mobile de quatrième génération (4G) dans la zone de Béni Hamza, dans la commune de Messaoud Boudjeriou, en promettant que d'autres zones seront prochainement renforcées par des antennes supplémentaires. Nous apprenons ainsi, que la circonscription administrative d'Ali Mendjeli va bénéficier de deux antennes à l'extension ouest et à l'université 3 de Salah Boubnider, plus une autre dans la zone urbaine d'Ain Nahas dans la commune d'El Khroub et une

quatrième dans le quartier d'El Ghirane, à Hamma Bouziane. M. Boudraâ fait savoir également, qu'en application des instructions du Directeur Général (DG) d'Algérie Télécom relatives à la modernisation de l'ancien réseau dans la ville d'El Khroub, une opération a été lancée il y a un mois dans cette zone. En effet, 41.000 lignes ont été branchées à la fibre optique et cette opération a été réalisée à 20,25 %. Le représentant d'Algérie Télécom a encore affirmé que ledit programme de modernisation sera étendu à tous les quartiers de toutes les communes de la wilaya. Il citera à ce propos, les quartiers de Rahmani Achour à Constantine, de Kadri Brahim, de Sissaoui, de Djebel El

## BLIDA

**Renforcement du parc hôtelier avec près de 130 chambres en 2024**

Le parc hôtelier de Blida sera renforcé en 2024 avec près de 130 nouvelles chambres grâce à l'entrée en activité de plusieurs établissements touristiques en cours de réalisation à travers la wilaya, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale du tourisme et de l'artisanat.

"L'entrée en activité de nouveaux établissements touristiques, actuellement en chantier, permettra de renforcer le parc hôtelier de la wilaya, estimé à près de 550 chambres, avec 130 nouvelles chambres avant la fin 2024", a indiqué le directeur du tourisme, Abdelouahab Memou.

Il est prévu, en effet, la réception, l'année prochaine d'un hôtel 4 étoiles de 90 chambres, en cours de réalisation à la cité Khezrouna, à l'entrée Nord de la wilaya.

La structure, dont le taux d'avancement est estimé à 47 %, est dotée de toutes les commodités et services, entre autres, des restaurants, et des salles de sports et de loisirs. Un autre hôtel, d'une capacité de 40 chambres, en réalisation dans la région touristique de Chréa est aussi prévu à la réception.

Les autorités locales misent sur cet établissement pour impulser le tourisme de montagne au niveau de cette région accueill-



lant, tout au long de l'année, un grand nombre de visiteurs qui s'y rendent pour y apprécier la quiétude et les paysages naturels enchanteurs qui font sa renommée.

A noter la mise au point par la direction du tourisme et de l'artisanat, en prévision de la saison estivale 2023, d'un plan d'action

visant à assurer la disponibilité des différentes commodités touristiques opérationnelles au niveau des sites touristiques de la wilaya, dont la région de Hammam Melouane (à l'Est de la wilaya), les hauteurs de Chréa et la région de Chiffa (à l'Ouest). Ce plan d'action prévoit des visites dans les établissements

hôtelières pour s'enquérir du respect des normes d'hygiène et de la tarifications.

Des campagnes de nettoyage seront également lancées au niveau des sites touristiques qui seront dotés de l'éclairage public, en coordination avec les autorités concernées, a ajouté le même responsable.

## BANQUES EN 2035

# Pourront-elles relever les défis d'un monde fragmenté ?

*Confiance des clients, montée en puissance de l'investissement ESG et fragmentation de l'ordre économique mondial sont autant de défis à relever pour les banques d'ici à 2035. Par Grégoire Ferreri, directeur des ventes chez SAS.*

Par Grégoire Ferreri

**S**i d'aventure une personne doute de l'importance de l'intermédiation bancaire pour la santé de l'économie globale, il suffit de lui montrer la rapidité avec laquelle le régulateur bancaire américain a mis sous tutelle la Silicon Valley Bank puis la Signature Bank et comment le régulateur suisse a orchestré la fusion entre Credit Suisse et UBS. De manière globale, les banques et les risques auxquels elles sont confrontées sont bien trop importants pour être laissés sans supervision efficace.

Cependant, les banques sont confrontées à des dynamiques qui ont déjà bousculé leur modèle économique. Le vieillissement démographique, de même que le changement climatique produisent déjà leurs effets. D'autres événements comme l'épidémie Covid-19 et la guerre en Ukraine sont de tendance à dénaturer les marchés. La concurrence des fintechs, voire des « big techs », peut remettre en cause les modèles d'exploitation. Enfin, la rivalité entre la Chine et les États-Unis risque de conduire à une fragmentation d'un ordre économique mondial placé sous l'égide de l'OMC depuis 1995.

Le FMI s'est quant à lui récemment inquiété d'une possible fragmentation de l'économie mondiale qui entraînerait une baisse des capacités de financement des États et des banques.

## De l'importance de la confiance des clients

Fort de ces éléments, il est possible de tracer trois scénarios possibles pour le secteur bancaire sur les douze prochaines années. La banque de 2035 sera forcément différente, mais elle continuera de s'appuyer sur les traits qui ont fondé son succès.

Le premier est sans nul doute la confiance de ses clients, qui devrait être renforcée avec la mise en œuvre de l'Open Banking. En 2035, les banques répondront à des obligations d'informations claires et applicables, permettant aux clients de mieux contrôler leur argent et leurs données. Ces derniers pourront non seulement prendre des décisions averties concernant leurs finances, mais aussi décider de la manière dont leurs données personnelles sont partagées et utilisées. Le public se méfiera encore des activités non réglementées qui ont fait l'objet de multiples scandales financiers, auxquels il faut ajouter les dommages réputationnels liés à la crise de 2008. D'ici à 2035, banques, gouver-



nements et prestataires technologiques sont appelés à devenir les piliers d'une confiance renouvelée.

Au niveau opérationnel, cette évolution passe par une mise à niveau rapide de systèmes informatiques qui tendent à devenir obsolètes. La technologie existe aujourd'hui pour les transformer de manière sûre, ainsi que pour créer de nouveaux services grâce aux données devenues plus accessibles.

## Une montée en puissance de l'investissement sur les critères ESG

Sur plusieurs industries clés - infrastructures, transports et énergie -, le principe d'une décarbonation des activités est enclenché. De grandes zones urbaines du monde entier ont été repensées en tenant compte de l'efficacité énergétique et de la résilience climatique. D'anciennes structures sont rénovées pour maximiser les économies d'énergie ; des normes plus strictes ont été mises en place pour les nouveaux bâtiments. Le télétravail, largement adopté pendant la pandémie, participe à cet effort de décarbonation.

Parallèlement, le thème de l'investissement sur les critères ESG a pris de l'ampleur. Quant aux investisseurs institutionnels, ils se sont rapidement détournés des industries à forte intensité de carbone. Un grand pas en avant a été franchi avec l'obligation pour les entreprises de rendre compte de leurs activités sous le prisme de l'ESG. Aux États-Unis, en Europe et en Asie, les

régulateurs ont établi une norme commune pour les rapports après des campagnes soutenues menées par les investisseurs. D'où la disponibilité de données ESG de qualité et comparables pour mieux comprendre la gestion des risques liés au changement climatique par les entreprises.

En 2035, la transition vers une économie bas-carbone aura également été accélérée par l'introduction d'une taxe carbone par les principaux pollueurs de la planète. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE entré en vigueur, les entreprises européennes et étrangères devront payer une taxe carbone lorsqu'elles vendront des biens et des services sur le marché de l'UE. En réponse au MACF, la Chine, l'Inde et les États-Unis fixeront collectivement un prix du carbone.

L'abandon des combustibles fossiles par les marchés mondiaux au profit de la résilience climatique représente une opportunité de transformation sans précédent pour le capitalisme. En tant que pilier du système économique, les banques pourraient être à l'avant-garde du changement.

## La difficulté d'opérer dans un monde fragmenté

En 2035, la période de mondialisation qui a progressivement intégré les marchés du monde entier après la guerre froide risque de s'achever. Si l'ordre économique libéral disparaît, il peut être remplacé par un paysage géopolitique profondément multipolaire et fragmenté.

Autrefois principal forum pour les négociations et les différends commerciaux, l'OMC laisserait place aux accords commerciaux bilatéraux et régionaux. L'hégémonie des États-Unis sur le système financier mondial devrait être remise en cause par les systèmes de paiement alternatifs de leurs rivaux et la montée en puissance des monnaies numériques. Ainsi, le système de paiement interbancaire SWIFT ne devrait plus détenir le monopole des transactions financières. Une coalition d'économies en développement - dirigée par les BRICS - a créé un système alternatif aujourd'hui largement intégré dans l'économie mondiale. Le yuan chinois est désormais la troisième réserve de devises, après le dollar américain et l'euro. Dans un système financier fragmenté, il sera difficile pour les banques de réaliser des économies d'échelle. Incertitude liée aux guerres commerciales et instabilité politique peuvent augmenter le coût de l'intermédiation financière. En revanche, l'utilisation de la technologie doit aboutir à une simplification et automatisation des produits, des services et des processus sous-jacents pour proposer des offres plus compétitives. Le futur est incertain, mais les opportunités n'auront pas disparu pour autant. Ainsi, l'évolution des flux commerciaux en Afrique et en Asie offre déjà aux banques de nouveaux débouchés, notamment dans le financement de projets de développement locaux et d'infrastructures. Dont acte.

Source : La Tribune.fr

## TUNISIE

## Lancement des opérations de reconditionnement du champ pétrolier Sabria de Serinus Energy

En décembre 2022, la compagnie Serinus Energy avait révélé son intention d'exécuter des travaux de reconditionnement sur le champ pétrolier tunisien Sabria. La société Serinus Energy a annoncé, ce mardi 2 mai, le démarrage des activités de reconditionnement sur le périmètre pétrolier Sabria en Tunisie. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du plan visant à optimiser la production du site et devraient durer entre 30 et 40 jours selon les prévisions.

Initialement, la réalisation de ce programme devait essentiellement concerner le puits W-1, endommagé. Au début du mois d'avril, les parties prenantes ont décidé d'abandonner ce projet au profit du puits N-2. Comme le puits W-1, le puits N-2, foré depuis 1980, n'a pas été en mesure de fournir des volumes substantiels d'hydrocarbures malgré sa localisation à proximité du WIN-12bis, actuellement en production.

## MAROC

## Chariot et Vivo Energy signent un accord pour la distribution du gaz d'Anchois aux clients industriels

Le gisement gazier d'Anchois au Maroc est au cœur de la stratégie du royaume, visant à réduire sa dépendance aux importations du combustible.

Au Maroc, la société pétrogazière Chariot Ltd a annoncé la signature avec Vivo Energy, d'un partenariat qui aboutira à la création d'une co-entreprise chargée de la distribution de gaz naturel aux clients industriels du pays. Le gaz proviendra du projet Anchois, actuellement en cours de développement en offshore, par Chariot.

Vivo Energy possède un réseau de distribution de plus de 400 stations-service dans le royaume chérifien et livre également des clients commerciaux et industriels. Le partenariat prévoit de se concentrer sur le marketing et la commercialisation du gaz naturel auprès des clients industriels.

Il est prévu la mise en place par les deux parties d'un véhicule spécial pour acheter, transporter et distribuer le gaz naturel aux utilisateurs finaux. Il faut savoir que le partenariat établira aussi un accord de vente de gaz à long terme pour une partie de la future production de gaz du projet de développement d'Anchois.

« La collaboration avec Vivo Energy permettra la fourniture d'un approvisionnement à long terme en gaz naturel dans le secteur industriel en croissance rapide au Maroc. En outre, l'importante demande de gaz industriel au Maroc, que le partenariat vise à satisfaire, soutiendra la viabilité commerciale du projet Anchois », a expliqué Adonis Pouroulis, PDG de Chariot.

Ce partenariat devrait avoir un impact positif sur la croissance économique du Maroc en encourageant l'utilisation du gaz naturel comme alternative aux autres combustibles fossiles.

## TUNISIE

## L'Etat ne peut se départir de son rôle social, dit Kais Saïed

Le président tunisien, Kais Saïed, a déclaré mardi que "l'Etat ne peut se départir de son rôle social". C'est ce qui ressort de sa rencontre avec Ferid Belhaj, vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, mardi au Palais de Carthage.

Saïed a déclaré que le fait de "s'attaquer à de nombreux problèmes aujourd'hui nécessite la formulation de nouvelles perceptions qui prennent en compte, en premier lieu, le rôle de l'État qui garantit les droits humains fondamentaux tels que la santé, l'éducation, la sécurité sociale entre autres services". "L'État doit réduire les inégalités sociales qui ont augmenté au cours des dernières décennies et conduit à une aggravation de la crise économique et sociale", a ajouté Saïed. La présidence tunisienne a pré-

cisé que la rencontre entre Saïed et Belhaj a porté sur "les relations de la Tunisie avec le Groupe de la Banque mondiale et les projets qui ont été financés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'Association internationale de développement, notamment dans le domaine social, avec la construction d'établissements d'enseignement en général". Cependant, les syndicats ont imputé en partie au président Saïed l'aggravation de la crise économique et sociale que subit le pays, avec son refus de dialoguer avec eux. Lundi, le

secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, Centrale syndicale), Noureddine Taboubi, a déclaré lors d'un rassemblement de travailleurs dans la capitale Tunis, pour célébrer la Journée internationale des travailleurs, que "l'absence de dialogue entre les autorités et les partenaires sociaux ne fera qu'aggraver les divisions de la société tunisienne". La Tunisie est engluée dans une grave crise économique et financière. Le pays traverse également une crise politique depuis le 25 juillet 2021, date à laquelle le président Kais Saïed

a imposé des mesures d'exception.

Des partis politiques tunisiens considèrent les mesures d'exception de Saïed comme étant un « coup d'Etat contre la Constitution de 2014 et une consécration du pouvoir autoritaire », tandis que d'autres formations politiques estiment qu'il s'agit d'une « restauration » du processus révolutionnaire de 2011, qui avait fait chuter le pouvoir de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali (1987-2011).

## MAURITANIE

## Pose de la première pierre du projet du centre de qualification et de formation aux métiers de pêche

Les ministres de la Défense nationale, M. Hanana Ould Sidi et des Pêche et de l'Economie maritime, M. Mohamed Ould Abidine Ould Maayif ont présidé, mardi à Nouakchott, la cérémonie de pose de la première pierre du projet d'amélioration des installations du centre de qualification et de formation aux métiers de pêche qui permettra de construire, d'agrandir et d'équiper le siège de cette infrastructure grâce à une subvention d'environ 640 millions d'ouguiyas MRU de l'agence japonaise pour la coopération internationale (JICA).

Dans le discours qu'il a prononcé, à cette occasion, le ministre a indiqué que ce centre permettra, à travers une formation de qualité qu'il offre pour répondre aux besoins du marché de l'emploi, de renforcer les capacités de ses étudiants. Il a précisé que le centre consolidera également la mauritanisation de la pêche artisanale et côtière adoptée par le ministère dans sa déclaration de politique et ses plans économiques pour la période 2022-2024 en exécution du programme "Mes Engagements" du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. M. Mohamed Ould Abidine Ould Maayif a demandé, dans le cadre d'intégration du secteur des pêches dans l'économie natio-

nale, au staff du centre et aux acteurs du secteur de déployer des efforts visant l'embauche des sortants de cet établissement. De son côté, Le capitaine de vaisseau, Mohamed Mahmoud Ould Hadrami, commandant de l'académie navale a affirmé que le centre permettra de combler le déficit de main d'œuvre que connaît la pêche artisanale.

L'ambassadeur du Japon en Mauritanie, SEM Uchida Tatsukuni a indiqué, pour sa part, que la réalisation de ce projet permettra la promotion de l'emploi des jeunes mauritaniens auxquels le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani accorde une grande importance.

Le centre est composé d'ateliers mécanique de ramandage des filets de pêche et de matelotage des cordes, de fabrication des embarcations, des salles de traitement de poisson frais et séché. Il comprend également des salles de classe, deux restaurants l'un pour les étudiants et l'autre pour les formateurs, un point de santé, des salles de conférence et de réunions, un dortoir et un bloc administratif.

## GUERRE CIVILE AU SOUDAN

## La Libye menacée

Les combats qui font rage au Soudan pourraient avoir des "conséquences désastreuses" pour la Libye, mettent en garde des analystes. En particulier dans le Sud, où des groupes armés soudanais ont établi des bases arrière.

Plus de dix jours après le début des hostilités au Soudan entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR), The New Arab revient sur les "conséquences désastreuses" que cette guerre civile pourrait avoir sur la Libye, qui possède plus de 300 kilomètres de frontière commune avec le Soudan. La Libye, à l'avenir politique incertain et à la situation sécuritaire fragile, pourrait souffrir de ce conflit à ses portes, d'autant que des combattants et mercenaires opérant dans le pays gardent des

liens très forts avec le Soudan. Pour le moment, les deux gouvernements libyens qui se disputent la légitimité n'ont pas pris parti, en particulier le maréchal Haftar, dont les forces contrôlent une large partie de l'Est ainsi que le Sud, qui partage ses frontières avec le Soudan. Abdelsalam Al-Busaifi, chef de l'autorité militaire dans le sud de la Libye, fidèle à Haftar, a toutefois ordonné à l'armée de barricader les frontières avec le Soudan et d'être attentive à toute tentative d'intrusion sur le sol libyen, explique le site d'information spécialisé dans le monde arabe. Pour ce faire, des avions de reconnaissance seront mobilisés. En l'absence d'un contrôle complet dans le sud de la Libye, des groupes armés ont fait de certaines positions

leurs bases arrière, explique le New Arab. Parmi ces groupes, les janjawids, dont sont issues les Forces de soutien rapide (RSF) qui combattent contre l'armée régulière. Les janjawids s'étaient établis dans le sud de la Libye afin d'appuyer les troupes du général Haftar. Ces combattants auraient joué un rôle prépondérant dans la consolidation des positions militaires du général et dans les offensives militaires contre Tripoli entre 2019 et 2020. "Si les janjawids se retirent du sud de la Libye pour s'engager dans les affrontements actuels au Soudan, cela pourrait être embarrassant pour le général Haftar", avance Musa Tehusay, journaliste spécialiste des questions africaines, cité par Al-Araby Al-Jadid. Le général à la retraite est même soupçonné de soutenir en se-

cret Mohamed Hamdane Daglo, connu sous le nom de "Hemeti", chef des RSF. Selon des informations reprises par Al-Araby Al-Jadid, Haftar aurait probablement fourni des armes aux RSF en les faisant transiter par l'aéroport de Koufra, dans le sud-est de la Libye. Ce qu'a nié, le 20 avril, Ahmed Mesmari, le porte-parole du général Haftar, cité par le journal arabo-phone établi à Londres Asharq Al-Awsat. En cas de défaite des forces de Hemeti, prévient le journaliste Musa Tehusay, les janjawids pourraient être contraints de renforcer leur présence dans le sud de la Libye. Ils se serviraient alors de cette base arrière pour lancer des attaques contre l'armée soudanaise.

## EGYPTE

# Le Caire rassure sur sa capacité à poursuivre le remboursement de sa dette extérieure

Les propos rassurants du Premier ministre égyptien interviennent après les inquiétudes des marchés, soulevées par deux récents rapports alarmants des agences de notation Moody's Investors Service et S&P Global Ratings sur la situation des finances publiques du pays.

L'Égypte est tout à fait capable de respecter ses obligations en matière de remboursement de sa dette extérieure, a assuré le Premier ministre Mostafa Madbouly (photo), le 29 avril, tentant ainsi de dissiper les inquiétudes des marchés autour de la solvabilité du pays le plus peuplé du monde arabe.

« Je vous réaffirme que l'État égyptien n'a pas manqué et ne manquera pas de rembourser ses euro-obligations », a-t-il déclaré lors d'une conférence économique organisée au Caire. Et d'ajouter : « Jusqu'à présent, nous n'avons pris aucun retard dans le remboursement de nos euro-obligations et si Dieu le veut, cela continuera ».

Les propos rassurants du Premier ministre interviennent après les inquiétudes soulevées par deux récents rapports alarmants des

agences de notation Moody's Investors Service et S&P Global Ratings sur la situation des finances publiques du pays.

Moody's Investors Service a estimé, dans un rapport publié le 27 avril, que « la capacité d'endettement et le profil de viabilité de la dette de l'Égypte sont de plus en plus menacés par la baisse des avoirs en devises étrangères du pays ».

Dans un communiqué publié le 21 avril, S&P Global Ratings a indiqué de son côté qu'un manque de progrès dans la mise en œuvre des réformes soutenues par un programme de financement du FMI pourrait augmenter le risque de voir les bailleurs de fonds internationaux, y compris les riches monarchies pétrolières du Golfe, retarder ou annuler le décaissement des financements promis à l'Égypte. L'agence de notation a

précisé dans ce cadre que l'État égyptien pourrait dans ce cas de figure avoir beaucoup de mal à couvrir ses besoins élevés en financements extérieurs, qui sont estimés à environ 17 milliards de dollars pour l'exercice 2022/2023 (1er juillet/30 juin) et à 20 milliards de dollars pour l'exercice suivant. S&P Global Ratings, qui vient d'abaisser les perspectives de la note souveraine de l'Égypte de stables à négatives, a également noté que « la réduction du ratio recettes publiques-paiement des intérêts de la dette sera un défi majeur » pour le pays.

Les stocks de la dette extérieure de l'Égypte ont atteint 162,9 milliards de dollars au 31 décembre 2022, en hausse de 5,1% par rapport à leur niveau atteint le 30 septembre de la même année.

## POUR 50 % D'INTÉRÊTS DANS UNE MINE D'OR AU CANADA

## Le sud-africain Gold Fields débourse 440 millions \$

Avec AngloGold Ashanti, Gold Fields est l'un des géants de la production mondiale d'or originaire d'Afrique du Sud. La compagnie qui exploite déjà neuf mines au Chili, en Australie, au Ghana, en Afrique du Sud et au Pérou, va entrer dans une nouvelle juridiction. Au Canada, Gold Fields a annoncé le 2 mai l'acquisition de 50 % d'intérêts dans le projet Windfall, une future mine d'or capable de livrer annuellement 294 000 onces sur 10 ans. C'est le fruit d'un accord conclu avec le propriétaire de l'actif, Osisko Mining, et qui voit la compagnie minière sud-africaine débourse 600 millions de dollars canadiens en espèces (440 millions \$) en deux paiements d'égal montant.

Un premier paiement de 220 millions \$ est effectué dès la signature de l'accord, et le second aura lieu après l'octroi des permis par les autorités du Québec, la province canadienne qui abrite le projet. Par ailleurs, les deux parties se partageront de façon égale les dépenses restantes avant l'entrée en production de la mine prévue actuellement pour 2025, notamment le coût des travaux de construction.

« Nous sommes très heureux de nous associer à Osisko pour mettre en production le projet Windfall, qui est d'une grande qualité, et nous pensons qu'il s'agira de la première mine d'une série de plusieurs mines dans le cadre de ce partenariat, dans une région très promet-

teuse », a commenté Martin Preece, PDG par intérim de Gold Fields. Notons en effet que la compagnie a également acquis, via cet accord, 50 % d'intérêts dans plusieurs concessions minières très prometteuses pour l'or et couvrant environ 2 400 km<sup>2</sup> dans les districts d'Urban Barry et de Quévillon. Elle dépensera 75 millions \$ pour l'exploration au cours des sept premières années de sa collaboration avec Osisko, avant un partage 50/50 des dépenses. Pour rappel, Gold Fields possède actuellement neuf mines au Chili, en Australie, au Ghana, en Afrique du Sud et au Pérou. La compagnie a enregistré une production d'or attribuable de 2,4 millions d'onces en 2022.

## POUR PROMOUVOIR LA STABILITÉ ET LA PAIX EN AFRIQUE

## Le Japon s'engage à mobiliser 500 millions \$

Le dirigeant japonais a souligné que la paix et la stabilité constituent une condition sine qua non pour le développement économique, tout en promettant de soutenir le Ghana dans des domaines tels que la construction d'infrastructures, le développement des ressources humaines et la sécurité alimentaire.

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida (photo), s'est engagé, lundi 1er mai, à mobiliser une enveloppe de 500 millions de dollars pour promouvoir la paix et la stabilité en Afrique.

L'annonce a été faite à Accra, deuxième étape de la tournée entamée le 29 avril par M. Kishida en Afrique pour renforcer la coopération entre le continent et le groupe des sept économies les plus avancées du monde (G7), dont le Japon assure la présidence tournante.

« La croissance économique ne peut être atteinte sans la paix et la stabilité », a déclaré le dirigeant japonais, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président ghanéen Nana Akufo-Addo, promettant notamment de soutenir les pays de la région du Sahel qui font face à une montée des violences jihadistes. M. Kishida a d'autre part promis de soutenir le Ghana dans des domaines tels que la construction d'infrastructures, le développement des ressources humaines et la sécurité alimentaire.

Dans le cadre de sa tournée africaine, le Premier ministre japonais s'est déjà rendu en Égypte. Outre le Ghana, il devrait se rendre au Kenya et au Mozambique.

Lors de la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-8), qui s'est tenue en août 2022 à Tunis, le Japon avait annoncé 30 milliards de dollars d'investissements en Afrique sur trois ans et la formation de plus de 300 000 Africains dans plusieurs domaines, pour tenter de contrer l'influence de son puissant rival chinois sur le continent.

Estimant que l'Afrique demeure sous-représentée dans les divers organes de gouvernance mondiale, malgré son poids économique et démographique grandissant, le Premier ministre japonais avait plaidé en décembre dernier pour l'octroi d'un siège permanent à l'Union africaine (UA) au sein du groupe des vingt plus grandes économies de la planète (G20).

« L'admission de l'Union africaine au sein du G20 est importante, étant donné le rôle grandissant des pays africains dans la communauté internationale », avait-il déclaré, à l'issue d'une rencontre avec le président sénégalais et président en exercice de l'Union africaine d'alors, Macky Sall, à Tokyo.

## SELON LE FMI

## L'Afrique subsaharienne pourrait être le plus grand perdant d'une rupture entre les États-Unis et la Chine

Pour limiter les dommages qui résulteraient d'un éventuel divorce entre Washington et Pékin, les pays subsahariens devraient intensifier l'intégration commerciale régionale, développer les secteurs susceptibles de bénéficier de la réorientation des échanges et des IDE...

L'Afrique subsaharienne pourrait être la région la plus pénalisée si le monde se divisait en deux blocs commerciaux isolés, l'un constitué autour de la Chine et l'autre autour des États-Unis et de l'Union européenne, a estimé le Fonds monétaire international (FMI) dans une note d'analyse publiée le 1er mai.

« Si ces tensions géopolitiques devaient s'envenimer, les pays (d'Afrique subsaharienne) pourraient subir une hausse des prix à l'importation ou même perdre l'accès à leurs principaux marchés à l'exportation : environ la moitié de la valeur du commerce de la région avec le reste du monde pourrait être affectée », a indiqué



l'institution financière internationale, estimant que les pays de la région pourraient connaître un déclin permanent allant jusqu'à 4 % du produit intérieur brut réel après 10 ans d'une éventuelle rupture entre Washington et Pékin. Rédigée par cinq économistes du FMI, la note d'analyse précise également que les pertes pourraient être aggravées en cas d'interruption des mouvements de capitaux entre les blocs commerciaux, en raison des tensions géopolitiques. La région pourrait dans ce cas perdre environ 10 milliards de dollars d'entrées d'investissements directs étrangers (IDE) et d'aide

publique au développement, soit environ 0,5% du PIB par an (à partir d'une estimation moyenne pour la période 2017-19). La baisse des IDE à long terme pourrait aussi entraver les transferts de technologie dont la région a tant besoin. Pour les pays du continent qui cherchent à restructurer leur dette, l'accentuation de la « fragmentation géoéconomique » pourrait d'autre part aggraver les problèmes de coordination entre leurs créanciers. Le FMI recommande dans ce cadre aux pays d'Afrique subsaharienne de renforcer leur résilience

aux chocs, en intensifiant l'intégration commerciale régionale en cours dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), ce qui impliquerait de réduire les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, de renforcer l'efficacité des douanes, de tirer parti de la dématérialisation et de combler les lacunes en matière d'infrastructures. L'approfondissement des marchés financiers intérieurs peut également élargir les sources de financement et atténuer la volatilité liée à une dépendance excessive à l'égard des entrées de capitaux étrangers. Le Fonds précise par ailleurs que les pays de la région peuvent essayer d'identifier et de développer les secteurs susceptibles de bénéficier de la réorientation des échanges et des IDE. Les pays exportateurs de produits de base de la région pourraient par exemple supplanter la Russie dans une grande partie de sa part de marché en Europe, dans le domaine énergétique.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

**Le président de la COP28 veut en produire trois fois plus d'ici 2030**

En visite à Berlin, l'émirati Sultan Ahmed al-Jaber a invité les participants à la COP 28 qui se tiendra en novembre à Dubaï, à « accélérer le développement des énergies renouvelables, qui doivent tripler leur capacité d'ici à 2030 et la doubler à nouveau d'ici à 2040 », sans toutefois mentionner l'arrêt de l'usage des énergies fossiles, parlant plutôt d'une « élimination progressive ».

Il faut en faire plus. C'est le message qu'a voulu faire passer le président de la COP28, ce mardi à Berlin. « Nous allons accélérer le développement des énergies renouvelables, qui doivent tripler leur capacité d'ici à 2030 et la doubler à nouveau d'ici à 2040 », a ainsi promis Sultan Ahmed al-Jaber, présent en Allemagne dans le cadre du Dialogue de Petersberg sur le climat. Un objectif qu'il avait déjà fixé mi-avril dans le huis clos du sommet du G7 réunis à Sapporo (Japon) et qui est également prôné par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette dernière a estimé, dans un récent rapport, que les ajouts de capacité d'énergies renouvelables devaient tripler d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2022. Il s'agit de déployer au niveau mondial environ 1.200 Gigawatts (GW) par an, selon l'AIE. Si le président de la COP28 s'est montré ambitieux, ce mardi, quant à la quantité de renouvelable à produire, il n'a pas mentionné l'arrêt de l'usage des énergies fossiles. « Nous devons nous concentrer sur l'élimination progressive des émissions de combustibles fossiles, tout en mettant en place des alternatives viables et abordables sans carbone », a-t-il affirmé, misant donc plutôt sur la réduction des émissions, notamment via les technologies de capture de car-

bone. Il a également indiqué « attendre des engagements ambitieux, transparents et responsables des pays et entreprises qui façonneront les politiques des parlements et les budgets », lors de la future COP28, qui se réunira en novembre à Dubaï.

**Une précédente COP décevante sur la réduction des émissions**  
Pour rappel, la précédente COP, marquée par d'âpres négociations qui ont largement débordé du calendrier prévu, s'est soldée par une déclaration appelant à une réduction « rapide » des émissions, mais sans ambition nouvelle par rapport à la dernière COP de Glasgow en 2015. De nombreux pays ont même dénoncé ce qu'ils considéraient comme un recul sur les ambitions définies lors de précédentes conférences. Notamment sur l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris, contenir le réchauffement à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, qui est toutefois réaffirmé dans la décision finale. D'autant que les engagements actuels des pays signataires de l'accord ne permettent pas de tenir cet objectif, ni même celui de contenir l'élévation de la température à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, quand les humains ont commencé à utiliser en masse les énergies fossiles responsables du

réchauffement climatique. Ces engagements, en admettant qu'ils soient intégralement tenus, mettraient au mieux le monde sur la trajectoire de +2,4°C à la fin du siècle et, au rythme actuel des émissions, sur celle d'un catastrophe +2,8°C. Dans une récente synthèse de ses travaux, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) a d'ailleurs prévenu que le monde risquait de franchir la limite clé de réchauffement climatique de 1,5 degré Celsius dans environ une décennie. Ces experts des Nations unies ont appelé à des réductions spectaculaires des émissions de réchauffement, avec une transformation particulièrement rapide nécessaire dans le domaine de l'énergie.

**100 milliards de dollars chaque année aux pays en développement**

Sultan Ahmed al-Jaber a aussi plaidé, ce mardi, pour une réforme de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), censée permettre de « débloquer beaucoup plus de financements, atténuer les risques et attirer plus de capitaux privés ». À ce sujet, le président de la COP28 a enjoint les pays développés à débloquer chaque année les 100 milliards de dollars promis aux pays en développement pour faire face au réchauffement.

Une promesse qui date de 2009 et devait initialement être tenue dès 2020. « Cela retarde les progrès. Dans le cadre de mes actions de sensibilisation, je demande aux pays donateurs de fournir une évaluation de la réalisation de cet engagement avant la COP28 », a-t-il exigé. La cheffe de la diplomatie allemande, Annalena Baerbock, s'est, elle, dite optimiste sur ce point, mardi lors de cette conférence. « La bonne nouvelle est que nous sommes sur le point d'atteindre cette somme de 100 milliards de dollars cette année », a assuré la ministre écologiste. En outre, à l'issue de la COP27, les Etats participants se sont accordés sur l'adoption d'une résolution emblématique, qualifiée d'historique par ses promoteurs, sur la compensation des dégâts causés par le changement climatique déjà subis par les pays les plus pauvres. S'il a fait l'objet d'un texte de compromis de dernière minute qui laisse de nombreuses questions en suspens, il acte néanmoins le principe de la création d'un fonds financier spécifique. « Les pertes et dommages dans les pays vulnérables ne peuvent désormais plus être ignorés même si certains pays développés avaient décidé d'ignorer nos souffrances », avait ainsi salué la jeune militante ougandaise Vanessa Nakate.

## PLAFOND DE LA DETTE AMÉRICAINE

**Biden refuse de négocier avec l'opposition**

Alors que le Congrès américain doit approuver un relèvement du plafond de la dette, Joe Biden a fait savoir qu'il ne « négociera pas » avec les républicains sur cette procédure. Pour le président américain, c'est une « obligation constitutionnelle ». Elle doit être réalisée sans débat. De son côté, l'opposition conditionne son accord à une coupe drastique des dépenses fédérales. Si aucun accord n'est trouvé entre les deux partis, les États-Unis pourraient se retrouver pour la première fois en défaut de paiement.

Le bras de fer continue entre les démocrates et les républicains. Les deux camps doivent trouver un accord afin de relever le plafond de la dette du pays, faute de quoi les États-Unis pourraient se retrouver en défaut « dès le 1er juin ». Si ce genre de discussion est courant, cette procédure ayant été déclenchée à 78 reprises depuis le début des années 1960, les débats sont bien plus nourris cette année que d'ordinaire.

Les républicains, qui disposent depuis début 2022 d'une légère majorité à la Chambre, refusent d'accorder ce qu'ils estiment être un « chèque en blanc » en faveur de l'administration Biden. Ils veulent au contraire qu'une hausse de ce plafond soit couplée à une coupe drastique des dépenses fédérales. Du côté de la Maison Blanche, Joe Biden, candidat à sa réélection en 2024, a répété à plusieurs reprises que le relèvement du plafond devait être réalisé sans condition. Il estime que la dette est le résultat des politiques menées par le passé par l'ensemble des administrations, issus des deux partis, et que cette procédure est une « obligation constitutionnelle » du Congrès.

Une position réitérée lors d'une conférence de presse, mardi 2 mai, par la voix de sa porte-parole.

« Nous ne négocierons pas à ce sujet. Le plafond de la dette a été relevé trois fois pendant la présidence Trump. Cela ne doit pas être différent cette fois », a déclaré Karine Jean-Pierre. L'opposition républicaine doit voter ce relèvement du plafond de la dette « sans condition », a-t-elle insisté. Le président américain a proposé une réunion le 9 mai aux principaux chefs du Congrès, démocrates et républicains. Objectif affiché, éviter que la première puissance mondiale se retrouve dans l'incapacité d'honorer ses échéances, ce qui pourrait arriver à partir du 1er juin. Si Joe Biden se veut inflexible sur la dette, il entend proposer de « lancer une discussion séparée » sur le budget fédéral et sur les « dépenses prioritaires ». La première économie mondiale n'a jamais fait défaut sur sa dette. Comme la majorité des autres grandes puissances économiques, les États-Unis, à défaut de « rembourser » leur dette publique, ont toujours été en mesure de verser les intérêts, de renouveler les lignes de crédit arrivant à échéance, et de financer leur déficit par l'émission de bons du Trésor. Un défaut de paiement serait du coup un scénario complètement inédit.

## AUSTRALIE

**La banque centrale déjoue les attentes et relève une nouvelle fois ses taux**

Alors que les économistes s'attendaient à un statu quo, la Réserve Bank of Australia a créé la surprise, ce mardi, en annonçant une hausse de 25 points de base de ses taux d'intérêt. Ils atteignent ainsi leur niveau le plus élevé depuis onze ans. Objectif affiché, poursuivre sa lutte contre l'inflation qui culminait toujours à 7% en avril dernier sur un an. L'inflation a atteint « son point culminant », mais elle est encore trop élevée pour justifier à ce stade un changement de la politique monétaire. C'est le constat dressé par le gouverneur de la Reserve Bank of Australia (RBA), Philip Lowe, après que l'institution monétaire a décidé de relever, une nouvelle fois, ses taux d'intérêt de 25 points de base. Ils atteignent désormais 3,85%, soit leur niveau le plus élevé depuis onze ans.

Cette décision a créé la surprise, ce mardi, tant les économistes s'attendaient à un statu quo. La RBA avait, en effet, laissé ses taux inchangés en avril, après dix hausses consécutives. D'autant que le taux d'inflation qui s'établissait à 7,8% fin décembre est tombé à 7% en avril. Ce ralentissement aurait pu se traduire par des taux inchangés. Mais, comme toutes les banques centrales, la mission de celle d'Australie est de ralentir la hausse des prix à la consommation. Si pour la Banque centrale européenne (BCE) ou encore la Réserve fédérale américaine (Fed) aux États-Unis le seuil auquel doit être ramené l'inflation est fixé à 2%, il se situe pour la RBA entre 2 et 3%. Un objectif qui reste encore bien loin du niveau actuel.

## ZONE EURO

**Le chômage au plus bas en mars**

Si le taux de chômage au sein de la zone euro a connu, depuis mi-2021 et la forte reprise post-Covid une forte baisse, il stagne ou reflue seulement légèrement ces derniers mois. En mars, il atteignait 6,5% de la population active, soit une baisse de 0,1 point par rapport à février. L'optimisme est toujours de rigueur au sein de la zone euro. Selon les données publiées ce mercredi par Eurostat, le taux de chômage y est resté stable, atteignant 6,5% de la population active en mars, soit une baisse de 0,1 point par rapport à février. L'indicateur se situe ainsi à son plus bas niveau depuis que l'office européen des statistiques a commencé à compiler cette série en avril 1998 pour les pays ayant adopté la monnaie unique, désormais au nombre de vingt. Pour l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage s'est élevé à 6% en mars, stable sur un mois. Dans le détail, quelque 12,96 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage

en mars au sein des vingt-sept Etats membres de l'UE, dont 11,01 millions parmi ceux de la zone euro. Pour rappel, les données d'Eurostat sont basées sur la définition du chômage du Bureau international du travail (BIT). Sont considérés comme chômeurs les personnes sans emploi qui ont activement cherché du travail au cours des quatre semaines précédentes et sont disponibles pour commencer à travailler dans les deux prochaines semaines.

**Danger de l'inflation**

Depuis mi-2021 et la forte reprise post-Covid qui a succédé à une récession historique, le chômage au sein de la zone euro a connu une forte baisse. Désormais, il stagne ou reflue seulement légèrement. En février, le taux de chômage était resté stable, à 6,6% de la population active, soit une baisse de 0,2 point par rapport à février 2022, déjà un plus bas niveau historique. Et ce, malgré une croissance économique en

berne fin 2022 et début 2023. L'office des statistiques a fait état vendredi d'un produit intérieur brut (PIB) de la zone euro en hausse de seulement 0,1% de janvier à mars, en rythme trimestriel, après avoir calé (0%) sur les trois derniers mois de 2022. La croissance s'annonce très faible pour le reste de l'année.

Et bien que la stabilité du taux de chômage atteste d'un marché du travail toujours solide, en dépit de la guerre en Ukraine et de la flambée de l'inflation, cette dernière fait planer le risque d'une inversion de la tendance. L'inflation s'est, en effet, légèrement accélérée dans la zone euro à 7% en avril, après 6,9% en mars, interrompant une série de cinq reculs mensuels consécutifs, a annoncé mardi Eurostat. Et les difficultés de recrutement pourraient se traduire par des hausses de salaires accentuant encore la hausse des prix.

## PARIS

## Repassse les 7400Pts avant la réunion de la Fed

La Bourse de Paris débute la séance sur une note positive mercredi matin mais les investisseurs limitent leurs prises de risques à quelques heures des décisions cruciales de la Fed. L'indice CAC40 reprend 0,7% à 7433 points.

Au terme de deux jours de réunion de son comité de politique monétaire (FOMC), la Réserve fédérale publiera son communiqué dans la soirée et son président Jerome Powell tiendra une conférence de presse dans la foulée. Depuis de longues semaines, la banque centrale américaine a préparé les esprits à un nouveau tour de vis de 25 points de base, qui ne fait guère de doute au vu de l'évolution des contrats à terme.

D'après le baromètre FedWatch de CME Group, les opérateurs évaluent à 89,3% la probabilité d'un relèvement de taux de 25 points ce soir.

Mais les intentions de l'institution pour les mois qui viennent demeurent, elles, beaucoup plus floues.

'Une nouvelle hausse de taux au mois de juin ne peut être écartée à ce stade', estiment ainsi les économistes de BofA.

'La Fed va sans doute maintenir un biais haussier dans l'orientation de sa politique monétaire', prédisent-ils. Dans ce contexte confus, le rendement des emprunts d'Etat américain à 10 ans recule en direction de 3,43%, tandis que son équivalent allemand revient vers le seuil de 2,25%.

'Pour les investisseurs qui cherchent à diversifier leur portefeuille, les obligations d'Etat de haute qualité pourraient constituer une protection en période d'incertitude sur les marchés', rappellent les équipes d'Invesco.

Sur le marché des changes, le dollar continue de faire preuve d'une certaine fébrilité en tentant de s'arrimer autour de 1,1020 face à l'euro.

Sur le front du pétrole, les cours du brut poursuivent leur repli, avec un baril de Brent qui cède 0,1% à 75,2 dollars ce matin sur fond d'inquiétudes quant au niveau de la demande.

Pénalisée par le repli du secteur de l'énergie, la Bourse de Paris avait lâché près de 1,5% hier, actant son basculement sous le seuil des 7400 points.

Alourdie elle aussi par la correction des valeurs pétrolières, Wall Street s'est également enfoncée dans le rouge mardi, avec des replis de plus de 1% pour le Dow Jones et le Nasdaq.

En attendant le verdict de la Fed, les intervenants prendront connaissance, cet après-midi aux Etats-Unis, de l'enquête ADP sur l'emploi privé puis de l'indice ISM des services, deux indicateurs qui leurs permettront d'évaluer le sérieux de la menace récessionniste.

## POINT-MARCHÉS

## L'Europe en hausse ; baisse du chômage en Italie

Les principaux marchés boursiers européens ont évolué dans le vert à la mi-journée mercredi, alors qu'Eurostat a publié le taux de chômage de la zone euro, qui a légèrement baissé en mars.

En mars, le taux de chômage de la zone euro, corrigé des variations saisonnières, s'est élevé à 6,5 pour cent, en baisse par rapport au taux de 6,6 pour cent enregistré en février et au taux de 6,8 pour cent de mars 2022.

Dans l'UE27, le taux de chômage s'est élevé à 6,0% en mars, stable par rapport à février 2023 et en baisse par rapport au taux de 6,2% enregistré en mars 2022.

Ainsi, le FTSE Mib était dans le vert de 0,8 pour cent à 26 835,78.

Parmi les petites valeurs italiennes, la Mid-Cap a augmenté de 0,2 % à 43 050,65, la Small-Cap a gagné 0,2 % à 28 767,53 et l'Italy Growth a grimpé de 0,1 % à 9 221,04.

En Europe, le CAC 40 à Paris est dans le vert de 0,6 pour cent, le FTSE 100 est en hausse de 0,2 pour cent et le DAX 40 à Francfort est en hausse de 0,6 pour cent.

En ce qui concerne l'Italie, le taux de chômage a baissé contre toute attente en mars, a rapporté l'Istat mercredi.

Le taux de chômage italien est passé de 7,9 % en février à 7,8 % en mars - révisé par rapport à un taux initial de 8,0 % - alors que le marché s'attendait à un taux de 8,0 % pour le mois de mars. Sur la liste principale de Piazza Affari, UniCredit est resté en tête avec 4,4 % après que son conseil d'administration ait approuvé mardi ses résultats pour le premier trimestre 2023, le qualifiant de "meilleur premier trimestre de tous les temps et de neuvième trimestre consécutif d'amélioration des résultats à tous les égards".

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 2,1 milliards d'euros, contre 274 millions d'euros pour la même période en 2022.

Le revenu total s'est élevé à 5,9 milliards d'euros, contre 5,0 milliards d'euros au premier trimestre 2022.

Parmi les quelques valeurs baissières, dans une liste presque entièrement teintée de vert, figure Stellantis, qui gagne 2,0% après avoir annoncé mercredi une hausse de son chiffre d'affaires au premier trimestre, avec des livraisons plus importantes et des prix "solides".

Le chiffre d'affaires pour les trois premiers mois de 2023 a augmenté de 14% à 47,24 milliards d'euros, contre 41,48 milliards d'euros pour la même période de l'année précédente. Les livraisons combinées ont augmenté de 8,3 %, passant de 1,42 million à 1,54 million, a déclaré le propriétaire de Citroën, Fiat et Chrysler.

Telecom Italia et Saipem ont connu une situation plus difficile, avec un recul de 2,4 %. Saipem a annoncé mercredi avoir conclu mardi soir le transfert à KCA Deutag de ses activités de forage terrestre en Amérique latine correspondant à 44 appareils de forage.

La transaction fait partie de l'accord de vente des activités de forage terrestre, annoncé le 1er juin 2022, qui prévoit le transfert par Saipem à KCA Deutag de l'ensemble de ses activités de forage terrestre, pour un montant total en numéraire de 550 millions de dollars, en plus d'une participation de 10% dans KCAD elle-même.

La contrepartie du transfert finalisé hier soir est d'environ 40 millions d'USD, selon la note de l'entreprise.

Les deux autres compagnies pétrolières sont restées en bas de l'échelle, avec Tenaris en baisse de 0,9 %, ainsi qu'Eni, qui a baissé de 0,8 %.

Le conseil d'administration d'Eni a annoncé vendredi qu'il avait approuvé les résultats consolidés du premier trimestre, avec un bénéfice ajusté avant impôts de 4,98 milliards d'euros, en baisse de 5,0 % par rapport à la même période de l'année dernière, où il s'élevait à 5,23 milliards d'euros.

Campari, dans le vert de 0,3%, a déclaré mardi qu'il avait clôturé le premier trimestre avec des chiffres solides en glissement annuel, grâce à des ventes nettes qui ont augmenté à 667,9 millions d'euros contre 534,8 millions d'euros au cours du même trimestre de l'année précédente.

Sur le marché des valeurs moyennes, Credito Emiliano a progressé de 3,0%, suivi par Brunello Cucinelli, en hausse de 2,1%, et Acea, en hausse de 1,8%.

Tamburi Investment Partners - dans le rouge de 1,3% - a annoncé lundi qu'il a conclu un accord pour acquérir 51% d'Investindesign Spa, une société qui détient actuellement une participation majoritaire dans Italian Design Brands Spa. TIP, pour l'achat de 50,7% du capital d'Investindesign, investira 72 millions d'euros, donnant à IDB une valeur de capital économique de 220 millions d'euros.

Saras a cédé 2,6 % et a terminé en queue de peloton.

La petite capitalisation Pierrel a gagné 9,6% après avoir annoncé mercredi qu'elle avait signé des accords avec 3M Company, une société américaine opérant au niveau international dans les secteurs de l'industrie, de la sécurité des travailleurs, du transport et de l'électronique, des soins de santé et des biens de consommation, dont les actions sont cotées à la Bourse de New York, pour acquérir certains produits dentaires d'anesthésie locale.

Les accords signés comprennent un accord d'achat d'actifs qui prévoit l'acquisition de Pierrel pour un prix d'achat de 70 millions USD. Le conseil d'administration de Conafi Prestito - qui se négocie en baisse de 0,3 % - a approuvé mardi les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, faisant état d'une perte nette de 3,4 millions d'euros pour l'ensemble de l'an-

née, en aggravation par rapport à la perte nette de 1,7 million d'euros enregistrée en 2021. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 5,9 millions d'euros, contre 2,7 millions d'euros en 2021.

PLC se négocie dans le vert à hauteur de 0,7 pour cent. Vendredi, le conseil d'administration a approuvé les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, faisant état de revenus en baisse à 60,6 millions d'euros, contre 67,6 millions d'euros en 2021. Il a fait état d'une perte de plus de 15,8 millions d'euros en 2022, contre un bénéfice de près de 3 millions d'euros en 2021.

Enfin, parmi les PME, Fenix Entertainment a chuté de 7,8 % après avoir clôturé en tête avec plus de 14 %. Vendredi, la société a annoncé une valeur de production de 7,5 millions d'euros pour le premier trimestre 2023, contre 4,6 millions d'euros pour le premier trimestre 2022.

Illa n'est pas encore cotée. La société a annoncé un accord avec Bialelli Industrie, se négociant dans le vert par 0,4 pour cent. Mardi soir, les sociétés ont annoncé un accord-cadre pour la vente de l'activité de Bialelli, consistant en un ensemble d'actifs fonctionnels pour l'approvisionnement, la distribution et la commercialisation des produits de la marque 'Aeternum'. L'accord-cadre prévoit qu'Illa paiera à Bialelli 3,8 millions d'euros à la date d'exécution, fixée au 20 juillet 2023, dont 500 000 euros ont déjà été versés à titre d'acompte, et un montant supplémentaire pouvant aller jusqu'à 1,5 million d'euros à titre de complément de prix.

En Asie, le Hang Seng a clôturé dans le rouge (1,2 %) à 19 699,16 points, alors que les bourses japonaises et chinoises étaient fermées pour cause de vacances.

À New York, le Dow Jones a clôturé en baisse de 1,1 % à 33 684,53, le Nasdaq a perdu 1,1 % à 12 080,51 et le S&P 500 a baissé de 1,2 % à 4 119,58. Parmi les devises, l'euro s'est échangé à 1,1040 USD contre 1,0959 USD à la clôture de mardi.

En revanche, la livre valait 1,2511 USD contre 1,2468 USD mardi soir. Parmi les matières premières, le baril de Brent vaut 73,76 USD contre 75,61 USD mardi soir. L'or, quant à lui, s'échange à 2 017,11 USD l'once contre 2 012,09 USD l'once à la clôture de mardi.

Sur le calendrier macroéconomique de mercredi, le taux hypothécaire américain à 30 ans est attendu à 1300 CEST. Aux Etats-Unis, à 1415 CEST, seront publiées les données de l'ADP, tandis qu'à 1545 CEST, l'indice des directeurs d'achat du secteur tertiaire sera publié. À 1630 CEST, ce sera le tour du décompte des raffineries de l'EIA. À 2000 CEST, enfin, la décision attendue du FOMC sur les taux d'intérêt.

## BNP PARIBAS

## Un bénéfice record de 4,4 milliards d'euros au premier trimestre

BNP Paribas a toutefois dû supporter «l'impact extraordinaire» lié au durcissement des anciens prêts géants accordés aux banques par la BCE. Il est estimé à environ 400 millions d'euros.

La banque BNP Paribas a enregistré un bénéfice net record de 4,4 milliards d'euros au premier trimestre, dopé parla cession de sa filiale américaine Bank of the West, soit près de 2,5 fois plus qu'en 2022 sur la même période. Le groupe est ainsi en bonne voie pour battre un nouveau record cette année après les 10,2 milliards de bénéfices engrangés en 2022, et alors que le secteur bancaire a connu des turbulences ces derniers mois.

BNP Paribas ne fait d'ailleurs aucune mention dans son communiqué publié mercredi des banques américaines ayant fait faillite ou du rachat de Credit Suisse par UBS. Elle met au contraire en avant sa «solidité», selon le terme employé par le directeur général

Jean-Laurent Bonnafé, cité dans le texte. La cession de Bank of the West, acquise par BNP Paribas en 1979 et vendue à 16,3 milliards de dollars début février, a permis au groupe d'enregistrer une plus-value de près de 3 milliards d'euros.

## Tous les pôles d'activités en hausse

Le produit net bancaire du groupe, équivalent du chiffre d'affaires pour le secteur, a pour sa part progressé de 1,4% par rapport au premier trimestre 2022, «recomposé» en prenant en compte les nouvelles normes comptables internationales pour le secteur de l'assurance, en vigueur depuis le 1er janvier 2023. Il s'établit à plus de 12 milliards d'euros.

Tous les pôles d'activités de la banque ont connu une hausse des revenus : la partie dédiée aux entreprises et aux grandes institutions a crû de 4%, à 4,9 milliards d'euros, tandis que les banques commerciales et

les métiers spécialisés ont vu leur activité progresser de 5,9% à 6,7 milliards d'euros. Les métiers d'investissement et d'épargne n'ont eux vu leurs revenus que très légèrement augmenter (+0,6%, à 1,4 milliard d'euros). BNP Paribas a toutefois dû supporter «l'impact extraordinaire» lié au durcissement par la Banque centrale européenne des conditions des anciens

prêts géants accordés aux banques, et estimé à environ 400 millions d'euros. Des «coûts d'adaptation globaux» de l'activité de crédit à la consommation ont également pesé à hauteur de 236 millions d'euros sur les comptes de BNP Paribas, qui veut supprimer plus de 900 postes dans ce secteur et se recentrer sur l'Europe.

## USA

## Wall Street en berne avant la Fed, les banques dans le viseur

La Bourse de New York a viré au rouge mardi 2 mai à la veille d'une décision monétaire de la Fed alors que les banques régionales sont à nouveau dans le viseur des marchés, qui semblent chercher le prochain maillon faible.

L'indice Dow Jones et le Nasdaq ont reculé de 1,08%, selon des résultats provisoires tandis que le S&P 500 a perdu 1,16%. Le secteur bancaire a entraîné les indices à la baisse avec celui de l'énergie qui a plongé dans le sillage de la chute des cours du pétrole.

## ET MAINTENANT

**GPT peut lire dans les pensées !**

*Lire dans les pensées et les retranscrire, voici ce qu'est capable de réaliser un modèle d'IA basé sur GPT1 d'OpenAI. Les chercheurs ont même été choqués par la précision et la justesse de ce décodeur.*

Avec des IA toujours plus douées au fil des jours, se dirige-t-on véritablement vers la singularité énoncée par le futurologue Ray Kurzweil ? En tout cas, l'IA sait maintenant décrypter nos pensées. C'est l'expérience qu'Alexander Huth, un neuroscientifique et son coauteur Jerry Tang de l'Université du Texas à Austin (États-Unis) sont parvenus à réaliser avec un décodeur animé par une IA sur trois volontaires. L'IA est capable de traduire l'activité cérébrale et de transformer les pensées en un flux continu de texte. Concrètement, il suffisait que les volontaires écoutent ou imaginent une histoire en silence pour que l'IA puisse la reconstruire avec une précision étonnante. Interpréter la pensée de certaines zones du cerveau, cela se fait déjà, mais ici la grosse différence est que pour les relever il n'y avait pas besoin d'implanter des capteurs chirurgicaux dans le crâne comme c'est généralement le cas. Les données d'analyse utilisées provenaient tout simplement d'un système d'Imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRMf). Avec ce déco-

deur, cela vient décupler la capacité d'analyse des données IRMf. Le problème de ce dernier est qu'il y a une sacrée latence pour capter l'activité cérébrale à un emplacement spécifique avec une haute définition. L'IA a encore une fois réussi le tour de force d'accélérer cette lecture qui est habituellement difficile. À l'issue de leurs expérimentations, les chercheurs se sont dits « choqués » autant qu'« excités » par la qualité des retranscriptions obtenues grâce à cette IA.

**Impressionnant de précision**

Avec les grands modèles de langage de type GPT, d'OpenAI, cela a permis de savoir quels types d'activités neuronales pouvaient correspondre à des chaînes de mots ayant une signification particulière plutôt que d'essayer de lire l'activité mot par mot. L'apprentissage ne s'est pas fait tout seul. Il a fallu que les trois volontaires restent allongés dans un scanner pendant 16 heures chacun, en écoutant des podcasts. C'est sur cette base que l'IA a été entraînée pour faire correspondre l'activité

cérébrale au sens des histoires relatées dans les podcasts.

Le modèle de langage employé est l'un des ancêtres de ChatGPT, il s'agit de GPT-1. Avec lui, alors que les participants écoutaient une histoire ou en imaginaient une, environ une fois sur deux, le texte correspondait étroitement ou même de façon précise au sens des mots originaux. Attention, il ne s'agit certes pas des mots exacts, mais du sens. Mais le décodeur a quelques difficultés dans certains cas, notamment pour les genres ou dans d'autres cas précis linguistiques. Des problèmes étranges que les chercheurs ne parviennent pas encore à expliquer. Autre particularité, le modèle est en réalité sur mesure puisque, s'il est testé sur un autre participant, il retranscrit très mal les pensées.

Pour les scientifiques, ce type de décodeur pourrait servir pour restaurer la parole chez les patients qui ont du mal à communiquer en raison d'un AVC ou d'autres maladies cérébrales.

## ANDROID

**Attention, ce nouveau malware pille vos données et enregistre vos appels !**

Le malware Daam se cache dans des applications légitimes pour s'installer sur les smartphones Android et en piller les données. Il est également capable de se transformer en ransomware. Parmi les derniers nuisibles coriaces du moment, voici Daam. Repéré par la société CloudSEK, ce malware pour Android attend d'être invité à pénétrer le téléphone pour en piller les données. Il peut enregistrer vos appels même ceux passés avec des applications chiffrées (WhatsApp, Signal...). Il sait aussi copier, puis chiffrer vos données, ce qui lui confère des propriétés de ransomware pour smartphone. Enfin, il est capable de bloquer l'accès au téléphone en modifiant le mot de passe ou le code PIN. Robuste et malin, il sait également passer entre les mailles des filets des antivirus. Comme pour beaucoup de malwares, afin de débarquer sur le mobile, Daam se dissimule dans des applications qui ne sont pas téléchargées via le Play Store de Google. C'est de cette façon qu'il se laisse inviter par l'utilisateur.

**Un malware espion et un ransomware**

Il a été trouvé par les chercheurs de CloudSEK dans au moins trois applications. Psiphon, Boulders et Currency Pro, soit respectivement un VPN, un jeu et un convertisseur de devises. Évidemment, le téléchargement d'applications non référencées sur le Play Store reste une mauvaise idée, même si la boutique de Google n'est pas toujours un gage de protection contre les malwares. Malheureusement, tout le monde ne peut pas bénéficier du Play Store. C'est notamment le cas des possesseurs de smartphones du Chinois Huawei, qui est banni chez Google. Sur ces téléphones, une solution antivirus est présente, mais comme Daam parvient à les contourner, il n'y a pas vraiment de parade.

## LES NERF

**Ou comment créer une scène 3D à partir de quelques photos**

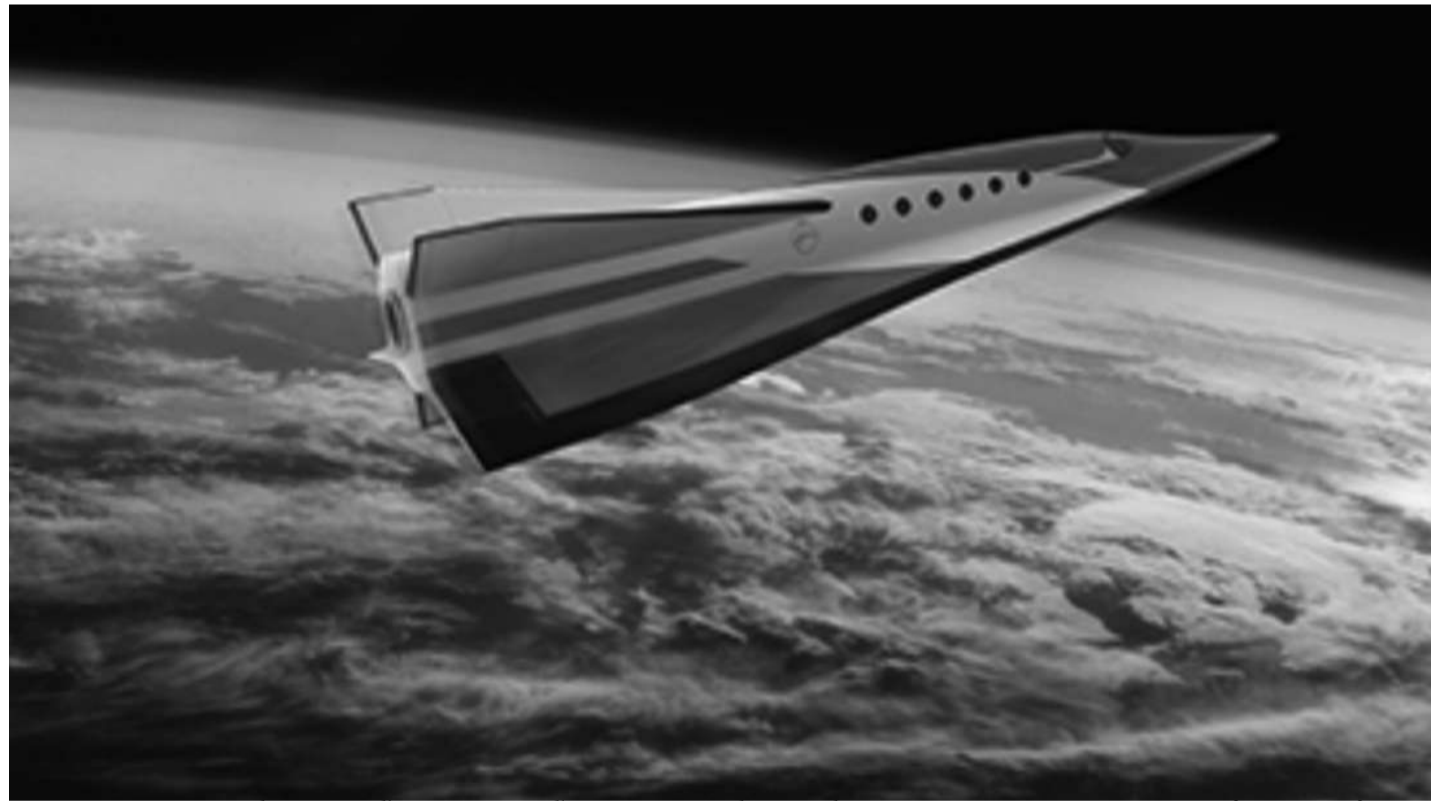
Après la révolution des IA génératives comme ChatGPT ou Midjourney, un autre type d'IA est en train de connaître une évolution rapide. Les champs de rayonnement neuronal, ou NeRF, permettent de créer une scène en 3D à partir de quelques photos prises avec un smartphone.

Les chatbots ne sont pas le seul domaine dans lequel les intelligences artificielles connaissent une véritable révolution. Les champs de rayonnement neuronal ou NeRF (Neural Radiance Fields, en anglais) sont à la 3D ce que les grands modèles de langage (LLM) comme GPT sont aux chatbots. Il s'agit d'un réseau neuronal capable de générer une scène en trois dimensions à partir de photos en deux dimensions. La technologie NeRF ne se résume pas à quelques articles de recherche purement théoriques. De multiples versions existent déjà. C'est ce qui a permis à Google de créer Immersive View, une vue en 3D impressionnante et très détaillée de plusieurs grandes villes.

**Un smartphone suffit pour avoir une scène en 3D**

Concrètement, il suffit de prendre quelques photos avec son smartphone ou un drone sous différents angles, ou tourner une courte vidéo, et le système NeRF génère la scène en 3D. Il est alors possible de déplacer la caméra dans la scène comme dans un jeu vidéo, d'insérer des objets en 3D dans une autre scène ou de changer l'arrière-plan d'une vidéo.

## STARGAZER

**Test réussi pour le moteur qui propulsera l'avion hypersonique à 11 000 km/h**

Venus Aerospace vient de tester le propulseur qu'il compte utiliser sur son avion hypersonique Stargazer. C'est un moteur à détonation rotative qui a été employé pour réaliser l'opération. Depuis la présentation de son ambitieux concept d'avion d'affaires hypersonique Stargazer, Venus Aerospace a fait du chemin. L'avion de 45 mètres pouvant voler à Mach 9 commence de sortir de la table à dessin et l'avionneur vient de tester avec succès un propulseur censé amener l'aéronef à sa vitesse hypersonique. Il s'agit d'un moteur à détonation rotative (RDE). La technologie employée n'est pas nouvelle. Cela fait depuis plus

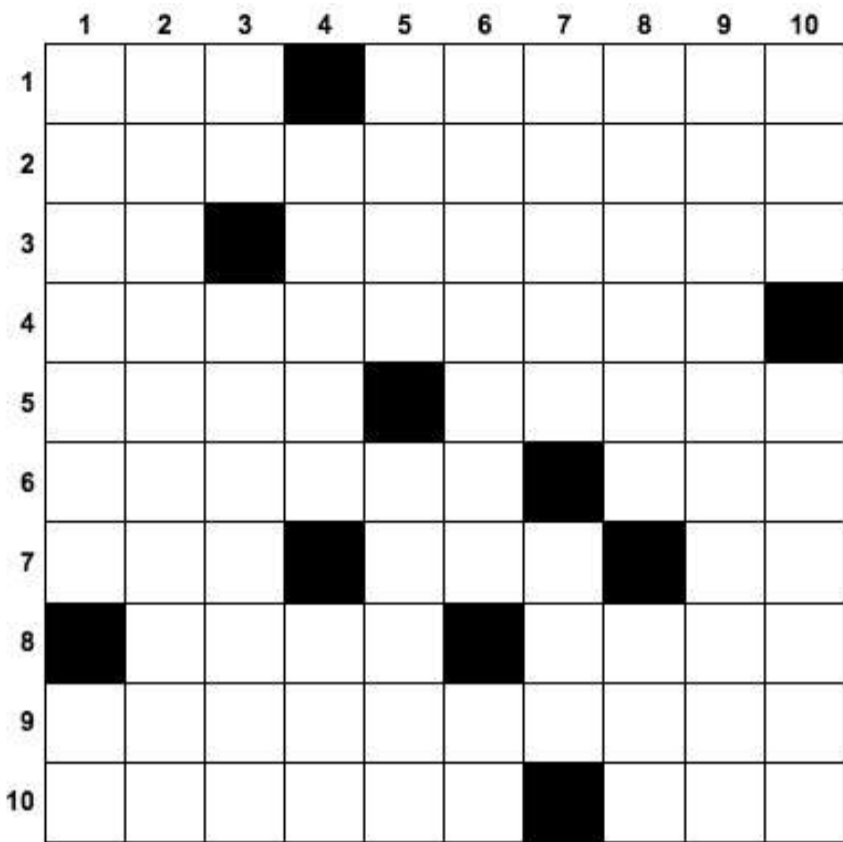
d'une quinzaine d'années que ces moteurs sont testés et développés, notamment par l'US Army. Avec ce type de moteur, la combustion supersonique se produit en continu à l'intérieur du moteur. Il s'agit de faire une multitude d'explosions tournant à 20 000 cycles par seconde pour exercer la poussée en sortie de tuyère. L'onde de choc parvient rapidement à des vitesses supersoniques à l'intérieur du moteur. Avec ce procédé, le gain de carburant est de 20 % par rapport à un moteur conventionnel. Et la prouesse de Venus Aerospace, c'est que c'est la première fois que

le propulseur peut être employé et stocké à température ambiante.

**Un drone de 6 mètres pour tester la motorisation en vol**

Les données relevées avec ce test vont permettre à l'avionneur d'avancer sur les étapes suivantes pour concrétiser l'avion. Les premiers vols devaient être réalisés avec un drone de six mètres. Avec lui, Venus Aerospace devrait atteindre Mach 5 dans un premier temps. Selon la présentation très optimiste et approximative qui en est faite, cet avion serait dans un premier temps propulsé par des réacteurs classiques, pour

passer aux fusées une fois l'altitude de 50 kilomètres atteinte. C'est là que son vol en croisière serait de plus de 11 100 km/h. L'aéronef pourrait transporter une douzaine de passagers et la firme se targue d'annoncer qu'il pourrait atteindre n'importe quel point du monde en une heure. Une entreprise aérospatiale texane vient de présenter son concept d'avion hypersonique Stargazer, qui transporterait les passagers à plus de 50 kilomètres d'altitude. Avec une vitesse de croisière de Mach 9, le constructeur affirme qu'il pourrait atteindre n'importe quel point du globe en une heure.



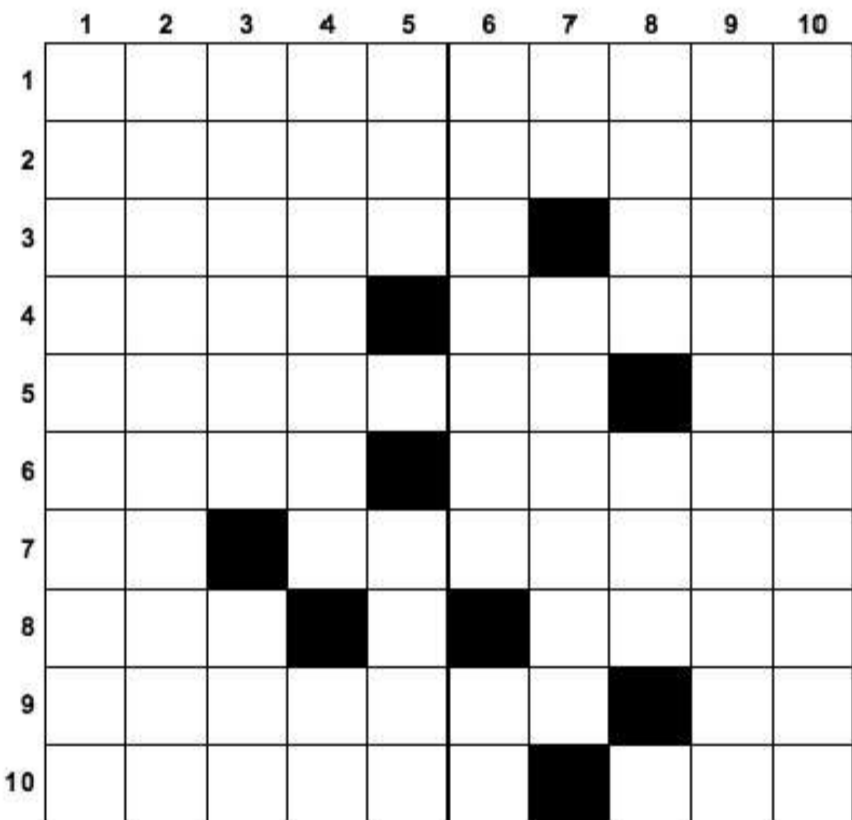
Grille N° 1

**Horizontalement**

1 Belle en mer.- Les bonnes manières.2 Une huile de la région.3 Agrément du midi.- Etalage de salades.4 Poulet d'origine britannique.5 Chef religieux.- Ambassadeur apostolique.6 Sans domicile fixe.- Les siens, dans tous les sens du terme.7 Grecque, mais également basque.- Il frappe les plus riches.- Lycée professionnel.8 Puits naturel.- Son pendant à lui.9 Baroudeur.10 N'ont pas eu toute leur part.- Enzyme glouton.

**Verticalement**

1 Arrive de façon imprévue.- Au labo, c'est l'aluminium.2 Elle mène un grand train, tout en suivant sa ligne.3 Pour tirer un trait de bas en haut.- Opérations d'usinage qui permettent de dresser des plans.4 Fit du vilain.- Fait l'ouverture du canard.5 Ce n'est pas la meilleure exposition, surtout par rapport à celle d'en face.- Régime très sévère.6 Elles se terminent en queue de poisson.- Les bonnes moeurs.7 Fort au cinéma.- Fait son chemin.8 Tziganes.- Fit un joint.9 Allume-feu.10 Espèce Japonaise.- Croit en l'avenir.



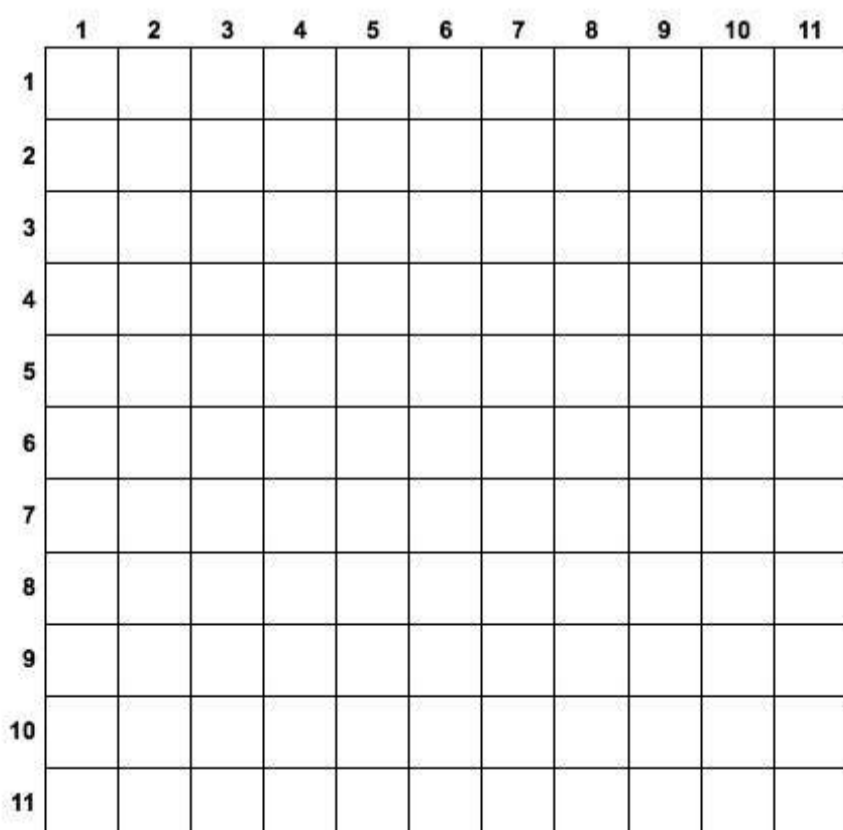
Grille N° 2

**Horizontalement**

1 Responsable du stock.2 Spécialiste en statistiques.3 Jeune fille populaire.- Sol retourné.4 Elle finit toujours par passer à gauche.- S'oppose à beaucoup.5 Joindrais les deux bouts.- La moitié d'une femme.6 Un beau brun.- Douloureuses.7 N'est pas près de la.- Parcours sinueux.8 Laisse des traces.- Prince Troyen.9 Sans parti pris.- Il s'est séparé de sa mère.10 Porte la caisse.- Diplôme.

**Verticalement**

1 Passant en revue.2 Johny en est-il atteint ?3 Rempart anti feu.4 Quand on l'entend, le feu crépite.- Fond de bouteille.- Feu sacré.5 Griffes.- Fait suite.6 Séquence des rogations.- Décrottaï.7 Pastiche.8 Feu madame.- Marteau de couvreur.9 Font tapisserie.



Grille muette N° 3

**Horizontalement**

1 A un rôle dans Némé.2 Atteintes d'une éruption cutanée.3 Vedettes de cirque.- Echelle de temps.4 Parti pris par Giscard d'Estaing.- Ville du Piémont.5 Aux anges.- Film de Joë Swanberg sorti en 2006.6 Reviens à hauteur.- Symbolise l'argon.7 Exposera à tous vents.- Groupe média internet.8 Preuve que tout va bien.- Système français de vidéotex.9 A la mode.- Jeu avec pions blancs et noirs.- Chanteuse allemande.10 Accoutumance à une drogue.11 Qui font preuve de laisser-aller.

**Verticalement**

1 Est totalement nul.2 Qui tient des propos injurieux.3 Ville des Philippines.- Station des Hautes-Alpes.- Mercure en chimie.4 Est généralement très bas.- Coup de froid.5 Personnel.- Commune de la province de Lecco en Lombardie.6 Fusent quand viennent les passes.- Classe les huiles.- Roi vaincu par Moïse.7 Boîte de chocolats.- Arrive sur la plage en rouleau.8 Visualisé.- Fraîcheur du matin.- Jour mobile, en Chine.9 Très commun.- Déplacent.10 Sans bavures.- C'est vraiment bête.11 Flottes en chasse.

## MINI ELECTRIC (2023)

**Jusqu'à 218 ch et 400 km d'autonomie**

Mini en dit un peu plus sur sa future Mini Electric dont deux versions sont prévues, Cooper E et Cooper SE, avec différents niveaux de puissance et de batterie.

Cette nouvelle Mini semble prendre du volume, notamment au niveau de la calandre. Mi-avril dernier, nous vous dévoilions les lignes définitives de la prochaine Mini ainsi que certaines caractéristiques techniques. C'est désormais officiel, la version électrique, puisqu'une thermique est également prévue, va profiter de deux moteurs. Le premier délivrera une puissance de 135 kW (soit 184 ch) en Cooper E, le second atteindra 160 kW (soit 218 ch) en Cooper SE.

Deux batteries sont également au programme avec une capacité de 40,7 kWh pour la Cooper E et 54,2 kWh pour la Cooper SE. Aujourd'hui, la Mini Electric doit se contenter d'une seule version de 135 kW (soit 184 ch) et d'un accumulateur de seulement 32,6 kWh. Elle est capable de parcourir jusqu'à 231 km en une seule charge, alors que la prochaine Mini est donnée entre 300 et 400 km, selon l'accumulateur. Ces chiffres sont comparables à ceux que l'on retrouve dans le groupe Stellantis (batterie de 54 kWh et environ 420 km), notamment sur les Jeep Avenger et DS 3

E-Tense. Cependant, ces derniers appartiennent au segment des SUV et proposent cinq portes. Mini choisit une autre voie, celle de rester fidèle à la carrosserie à trois portes. Les feux arrière, en forme de triangle, sont une nouveauté sur une Mini.

**L'offensive électrique pour Mini**

La marque compte beaucoup sur son modèle électrique puisqu'il a vu ses ventes augmenter de 25,5 % l'an-

née dernière avec plus de 43 000 unités vendues. Au total, une Mini sur cinq est électrique. En plus de cette Mini Electric, qui devrait apparaître d'ici la fin de l'année, la marque lancera prochaine Countryman à la même période, et l'Aceman viendra compléter la gamme à partir de 2024. Mini assure que le comportement sera "go-kart feeling" notamment grâce à la batterie située dans le plancher.



## A NEW-YORK

**Ce sont les bus qui verbalisent les mauvais conducteurs**

Dans la ville de New-York, les verbalisations pour utilisation frauduleuse des voies de bus sont automatiquement générées via les caméras des bus de transports en commun. Et ces caméras vont bientôt détecter et verbaliser d'autres types d'infractions. Lorsque la caméra du bus filme une voiture dans une voie réservée aux bus, cette dernière est automatiquement verbalisée.

Lorsque la caméra du bus filme

une voiture dans une voie réservée aux bus, cette dernière est automatiquement verbalisée. Depuis la fin de l'année dernière, la ville de New-York utilise un nouveau procédé pour verbaliser les automobilistes utilisant des voies de bus de manière frauduleuse. Grâce à des caméras montées sur les bus formant le réseau de transport en commun de la ville, les voitures présentes dans les voies de bus sont filmées par ces bus

et traitées de manière automatique. Une amende est ensuite envoyée au propriétaire de la voiture.

Ce nouveau dispositif de verbalisations automatiques monté sur les bus de New-York doit s'étendre à d'autres types d'infractions. Déjà fort de 450 caméras, il passera à 1000 caméras d'ici l'année 2024 et permettra de détecter les stationnements gênants devant les arrêts de bus, sur les pistes cyclables ou encore les passages

cloutés. Les amendes prévues de 50 dollars jusqu'à 250 dollars en cas de cumul d'infractions.

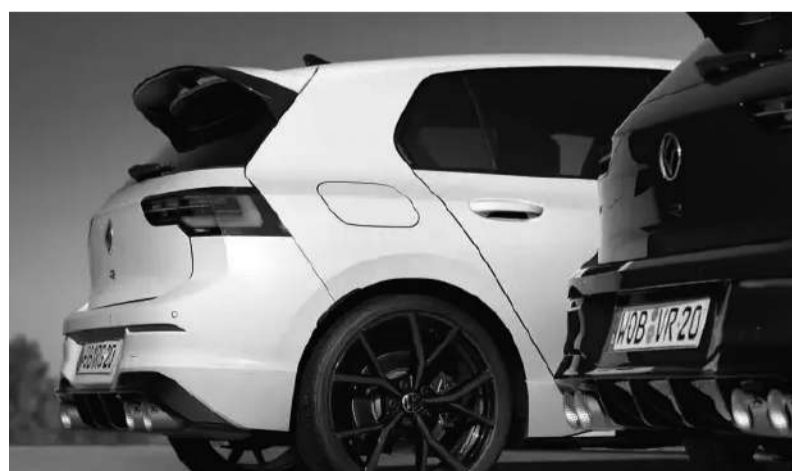
**Dégager les voies de bus**

À l'origine, ces verbalisations automatiques ont été mises en place pour inciter les automobilistes à ne plus entraver les voies de bus, mettant ces derniers en retard dans leurs services. Mais l'idée est désormais d'en profiter pour repérer et verbaliser d'autres infractions.

## VOLKSWAGEN GOLF R333

**Une édition spéciale de 333 chevaux**

Volkswagen propose toujours plusieurs versions sportives de la Golf. La GTD diesel proposée à partir de 47 575€, la GTI disponible à 47 860€, la GTE hybride rechargeable à 51 230€ et la GTI Club-sport à 52 735€. Cette dernière variante peut même s'équiper d'un moteur poussé à 333 chevaux en optant pour la déclinaison « 20 Years », ajoutant de l'équipement sportif qui fait grimper le prix à 64 345€. ...auxquels il faut ajouter 10 980€ de malus ! Volkswagen Golf R333, une édition spéciale de



333 chevaux Volkswagen Golf R333, une édition spéciale de 333 chevaux. Et le constructeur allemand va bientôt ajouter une série limitée sur la

base de sa sportive compacte la plus puissante. La vidéo ci-dessus annonce en effet l'arrivée de la Golf R 333 Limited Edition. Pour l'instant,

elle reste dans le pénombre mais on peut déjà voir des badges « R333 » en plus de la couleur spécifique. On remarque aussi les sor-

ties d'échappement Akrapovic, un équipement qu'on retrouvait déjà en option sur la Golf R 20 Years (pour la modique somme de 4 150€). Cette Golf R 333 Limited Edition sera officiellement dévoilée le 31 mai prochain. Elle développera 333 chevaux comme la Golf R 20 Years et devrait disposer d'un équipement proche de cette dernière. Rappelons que la Golf 8 doit recevoir son restylage de mi-carrière l'année prochaine. Elle conservera sans doute ses versions sportives à cette occasion.

VOLKSWAGEN ID.7  
**De la suite dans les idées**

Fini l'attente ! le dernier membre de la famille ID, la gamme de voiture 100% électrique de Volkswagen se dévoile enfin ! Après l'ID 3 la compacte, les ID4 et 5 les SUV et SUV coupé, et l'ID Buzz le Combi réinterprété il ne manquait que la grande berline pour compléter la gamme.

Présentée camouflée depuis des mois, ses lignes générales nous sont déjà familières, une fois dévoilée ses détails apparaissent au grand jour ! Vous le constatez le constructeur allemand a pris le parti d'un design très consensuel, peut-être même trop consensuel au risque de paraître fade, chacun se fera son avis !

À défaut, l'ambiance est plutôt néanmoins assez réussie dans le cockpit, et donne envie de voyager à son bord !

Volkswagen annonce une version très grande autonomie avec une batterie énorme de 96 kWh qui culminera à plus de 700 km d'autonomie norme WLTP, ce sera du jamais vu si l'on exclue la Lucid Air qui navigue dans une autre sphère ! Mais pour cette prise en main notre modèle d'essai qui est n'encre qu'une présérie, il faut se contenter de ce qui sera la batterie standard, la 77 kWh, avec près de 615 km d'autonomie annoncé mais pas encore homologué, on peut s'attendre à nettement moins dans la réalité.

L'ID 7 sera commercialisée à l'automne prochains pour un tarif autour des 60 000 € nous livrerons alors notre verdict final.

## FUTURES CITADINES

**Tous les modèles attendus jusqu'en 2026**

Un florilège de puces des villes déferlera sur le marché automobile, d'ici trois ans. Auto-Moto passe en revue le calendrier secret des constructeurs.

Quel avenir se profile pour nos citadines alors que la majorité des constructeurs automobiles abandonnent les créneaux les plus restreints en gabarit. En effet, il est de moins en moins rentable pour cette industrie d'amortir des modèles dits bon marché au moment où les normes environnementales et sécuritaires s'intensifient au point de faire grimper la facture de manière exponentielle pour le consommateur final. Adieu Citroën C1, Peugeot 108 ou encore Renault Twingo. Rares seront les modèles évoluant sous les 4 mètres de long, à l'avenir.

## LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ET LA CONTREBANDE : L'ANP saisit 156 tonnes de denrées alimentaires

Plus de 156 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande ont été saisies, ainsi que 3918 unités de différentes boissons, par les unités et détachements de l'Armée nationale populaire durant la période allant du 26 avril au 2 mai courant, indique le dernier bilan du ministère de la Défense nationale. Alors que les Garde-frontières ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale et des Douanes, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 172271 litres à Bordj Badji Mokhtar, Tébessa et Souk Ahras.

### AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE

## 258 millions de personnes dans le besoin en 2022, chiffre en forte hausse

L'insécurité alimentaire aiguë progresse «pour la quatrième année consécutive» et «reste à un niveau inacceptable», notamment en RDC, en Éthiopie, en Afghanistan, au Nigeria ou encore au Yémen. Sous l'effet des conflits, des chocs économiques et des catastrophes climatiques, l'insécurité alimentaire s'est encore aggravée dans le monde en 2022, 258 millions de personnes ayant eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence contre 193 millions l'an passé, ont alerté mercredi plusieurs agences de l'ONU. «Cette septième édition du Rapport mondial sur les crises alimentaires est un constat cinglant de l'échec de l'humanité à aller vers l'élimination de la faim, l'objectif de développement durable numéro 2» de l'ONU, a déploré le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, en introduction de ce rapport. L'insécurité alimentaire aiguë progresse «pour la quatrième année consécutive», avec des millions de personnes «souffrant d'une faim si sévère qu'elle menace directement leur vie», soulignent les 17 acteurs de ce réseau, qui réunit l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) ou encore l'Union européenne. Le rapport inclut cinq pays de plus que le précédent, soit 58 pays, ce qui contribue à tirer les chiffres vers le haut.

R.E.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jedi 04 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

### CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

## Le président de la République préside une cérémonie à Alger

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mercredi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), la cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai). La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du Gouvernement, ainsi que de représentants de la presse nationale et internationale accrédités en Algérie.

A cette occasion, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a prononcé une allocution dans laquelle il a salué les différentes réformes en cours dans le secteur de la Communication et les efforts consentis par l'Etat pour promouvoir le secteur.

Le ministre a également réaffirmé le soutien de l'Algérie aux luttes de tous les journalistes libres et de tous ceux épris de liberté dans le monde.

### TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

## Une peine de 12 ans de prison ferme requise contre l'ancien ministre Arezki Berraki

Le Procureur de la République près le Pôle pénal économique et financier du Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a requis, mercredi, une peine de douze (12) ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, en sa qualité d'ancien direc-

teur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). Des peines allant de quatre (4) à six (6) ans de prison ferme ont également été requises à l'encontre de membres de sa famille et des peines allant de trois (3) à sept (7) ans de prison ferme à l'encontre des autres accusés poursui-

vis dans la même affaire.

Les accusés sont poursuivis pour "octroi d'avantages injustifiés à un tiers lors de la conclusion de contrats et de marchés en violation des dispositions législatives et réglementaires, corruption en matière de marchés publics, trafic

d'influence, abus de fonction et conflit d'intérêts".

Ils sont également accusés de "blanchiment de revenus criminels en bande criminelle organisée, enrichissement illicite et demande ou acceptation d'une faveur en échange d'un service".

### Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

**La Banque Centrale, la Banque des banques, le gendarme de la monnaie, le régulateur des marchés monétaire et financier et encore... Ce sont tous ces qualificatifs et d'autres qui sont donnés à cette institution singulière et puissante dans l'économie moderne.**

L'évolution de ses missions ne s'arrête pas et son pouvoir dans les économies s'agrandit de plus en plus. Elle s'est donné un statut de jure ou de facto qui lui garantit une large autonomie. Le pouvoir politique qui s'exerce, dans le domaine économique, par le gouvernement légitime et en tout cas soumis, selon les régimes politiques, à un contrôle plus ou moins fort ; alors que la Banque centrale, elle, est sans aucun contrôle, sauf celui de ses organes appelés, pompeusement, la Gouvernance. Il va sans dire, que la non soumission de certaines institutions de régulation, de contrôle, de surveillance... au pouvoir exécutif est une excellente chose et ne peut être discutée ; à condition que cette large autonomie ou même pour certains cette indépendance soit compensée,

## Les Banques Centrales ont-elles encore un rôle à jouer ?

au moins par des « Contre-pouvoirs » ou par un droit de regard par les instances comme le Parlement. Car laisser cette institution en ROUE libre peut avoir des conséquences néfastes sur l'économie et la société. Il ne faut pas oublier que les Banques centrales sont très solidaires entre elles et sont articulées au système monétaire international, à travers le FMI. Souvent ce dernier, quand il ne peut pas infléchir une politique ou une orientation d'un gouvernement, il agit par la Banque centrale du pays considéré. Les Banques centrales ne sont responsables de rien, pourtant les crises sont souvent de nature monétaire ou financière. Elles ne peuvent pas anticiper sur l'avenir et elles ne sont redevables devant aucune institution si l'une de leur décision produit un tremblement dans l'économie : le krach boursier de 1929, les crises pétrolières, la crise des subprimes, les variations fortes des taux de change entre monnaies... Pourtant, à l'origine, les banques centrales avaient une seule et unique mission : lutter contre l'inflation. Vous trouvez dans tous les statuts des banques centrales la lutte contre l'inflation comme principale mission.

L'inflation est une maladie économique et sociale, très contagieuse et surtout ruineuse même pour les économies les plus solides. Mais pour justifier cette mission, elles ont commencé à s'intéresser à la régulation des marchés, à la politique budgétaire, à la politique de croissance, au chômage, au commerce extérieur etc. Peut-on dire que c'est normal, puisque l'économie est un rouage complexe de relations et d'interactions entre plusieurs facteurs et plusieurs variables et l'inflation en est certainement l'exemple type de ces relations quasi-mécaniques. Depuis quelques temps, les Banques centrales élargissent l'éventail de leurs missions pour intégrer l'environnement et l'écologie, les énergies renouvelables et la nouvelle économie (économie numérique). Chemin faisant, l'inflation a pris de l'ampleur. Souvent appelée l'impôt du pauvre, elle devient le principal risque dans les pays développés ou émergents. L'inflation est la cause de nombreuses révoltes dans le monde. Elle atteint en 2023 des taux à deux chiffres (Turquie, Maroc, Egypte et même certains pays de l'UE). Des révoltes de la fait

(ou du pouvoir d'achat) sont observés ici et là (au Maroc il y a quelques jours). N'est-il pas plus indiqué que les banques centrales reviennent à leur mission originelle plutôt que de s'engager en autorité suprême sans prendre les responsabilités en conséquence. Le BitCoin fut créé lorsqu'un sentiment de défiance face aux gouvernements s'est installé par suite de décisions impopulaires pour lutter contre l'inflation. Les cryptomonnaies se développent parce que les banques centrales dévient de leurs missions et se posent comme alternatives aux monnaies traditionnelles gérées par ces dernières. Mais rien ne garantit que le « nouveau système des cryptomonnaies » soit efficace. Une chose est sûre, ce sont souvent les décisions des banques centrales qui incitent à l'émergence de la cryptomonnaie qui échappe à tout contrôle. Alors voilà une vraie mission pour les banques centrales pour éviter que les systèmes monétaire et financier ne s'effondrent, provoquant une catastrophe planétaire. Indépendance oui, responsabilité c'est encore mieux.